A high-angle, top-down photograph of a diverse group of people, primarily of African descent, holding their hands together in a tight circle. They are wearing bright yellow t-shirts. The lighting is bright, creating a sense of optimism and unity. The background is a plain, light color. The overall mood is one of collaboration and shared purpose.

Chapitre 5

Parties prenantes et partenariats

Parties prenantes et partenariats

Passerelles pour l'EDD

Points clés

La Décennie, dont l'UNESCO est l'organisation chef de file, a aidé les agences des Nations Unies à mettre en oeuvre un programme commun et à mobiliser d'autres parties prenantes afin de les inciter à collaborer à la mise en oeuvre avec les Nations Unies.

À l'échelle des États membres, la coopération interministérielle a fait progresser l'EDD.

On relève partout dans le monde des exemples stimulants du soutien apporté par le secteur privé à l'EDD dans les écoles, les universités et les communautés.

À l'échelle nationale, sous-nationale et locale, les autorités semblent souvent s'appuyer sur les organisations de la société civile pour lancer des initiatives d'EDD. Dans de nombreux pays, le recours à ces partenaires de la société civile a été un atout pour l'efficacité de la mise en oeuvre.

Les partenariats multipartites aident à stimuler le changement dans l'ensemble du système.

Défis

Un leadership constant et renforcé, par l'UNESCO comme par l'ensemble des agences des Nations Unies, est nécessaire pour harmoniser les programmes, élargir les mandats d'action, mobiliser les ressources et travailler de concert.

Dans l'intérêt de la mise en oeuvre de l'EDD, les organisations de la société civile devraient avoir la possibilité, ainsi que les ressources nécessaires, de travailler en partenariat avec le secteur public.

Il est indispensable de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes afin qu'elles travaillent en partenariat et, en particulier, qu'elles comprennent mieux le processus de l'apprentissage social et les mesures d'évaluation et d'amélioration des résultats.

Parties prenantes et partenariats : Actions EDD dans le monde

SECTEUR PUBLIC



Le **Gouvernement de Mongolie** et le **Département suisse du développement et de la coopération** ont signé un accord de coopération pour promouvoir l'avenir durable grâce à l'EDD.

Ce projet, qui s'étendra d'ici à 2020 à l'ensemble des 752 écoles, des établissements de formation des enseignants et des départements de l'éducation, bénéficiera directement à plus de **500 000 enfants** et **26 000 enseignants** (SDC, 2013).

SECTEUR PRIVÉ



À Sri Lanka, le **camp de formation au leadership pour le développement durable « Eco GO Beyond Schools »** organisé par **MAS Holdings** a contribué à la conception de la boîte à outils Mindset (mentalité) qui présente des concepts liés à l'EDD : les priorités dans la région Asie-Pacifique (changement climatique, sécurité alimentaire) ; le développement de projet (pour encourager l'apprentissage indépendant et la réflexion axée sur l'action) ; et des conseils en matière de partenariat (avec des partenaires traditionnels et non traditionnels dans les secteurs public et privé) (UNESCO, 2009).

SOCIÉTÉ CIVILE



La **Fondation des Émirats** a signé un accord de partenariat avec le **Ministère de l'éducation** afin de procéder à la refonte des programmes des écoles publiques pour y incorporer le développement durable ainsi qu'une formation à la finance (WAM, 2014).

Green Cameroon est une des nombreuses organisations qui mènent une Campagne verte auprès des médias visant à sensibiliser davantage les citoyens, à travers l'éducation formelle et informelle, aux questions générales sur l'environnement et le développement' (Q SEM Green Cameroon, PPC).

PARTENARIATS MULTIPARTITES



Les **centres régionaux d'expertise (CRE)** sur l'EDD, créés par l'Université des Nations Unies, forment des partenariats pour « penser à l'échelon mondial et agir à l'échelon local ».

Il existe actuellement **129 CRE dans le monde** qui coopèrent avec les secteurs public et privé ainsi qu'avec la société civile sur les questions liées au développement durable (Wals, 2014).

Chapitre 5 :

Parties prenantes et partenariats

Les progrès de l'EDD au Vietnam sont le résultat des efforts collectifs et du travail d'équipe des ministères, de l'UNESCO, des institutions associées, de la société civile et du secteur privé.

– UNESCO (2013h, p. 139))

The DESD has encouraged and fostered collaboration and information exchange, advancing the multi-stakeholder La DEDD a encouragé et favorisé la coopération et l'échange d'informations, insistant sur la dimension multipartites de l'éducation et de l'apprentissage en faveur du développement durable mise en exergue dans tous les chapitres de ce rapport. La complexité des échanges qui se sont produits durant la DEDD va dans le sens des conclusions du rapport de S&E 2012, et reflète une tendance plus importante vers le dépassement des frontières, l'apprentissage approfondi et la transformation nécessaire pour aller vers un monde plus durable. L'émergence et l'expansion d'une collaboration entre les secteurs dans le domaine de l'EDD montrent que l'engagement d'acteurs multiples dans une approche englobant l'intégralité du système ('tout le système') peut favoriser une avancée plus rapide vers la durabilité.

Pour des interactions réussies entre les parties prenantes multiples il convient de décider quels sont les groupes de parties prenantes qui devraient être associés, et définir les rôles, les responsabilités et le champ d'action de chaque groupe. La première partie de ce chapitre se penche sur les contributions à l'EDD de groupes de parties prenantes individuelles, y compris le secteur public (tant dans les instances intergouvernementales que nationales), le secteur privé et la société civile. Comprendre ce que chaque partie prenante a apporté et peut continuer à apporter est important pour renforcer les processus multipartites.

5.1. Secteur public

Dans le cadre des partenariats et de la coopération multipartite, le rôle et le champ d'action du secteur public consistent à fournir le leadership, un cadre et des orientations de programmation cohérentes avec la politique publique et les besoins de l'ensemble des citoyens. Le secteur public offre sa capacité à réunir des acteurs et à déployer des instruments tels que les programmes, les directives, les ressources financières, la formation et le renforcement des capacités, ainsi que l'acquisition et le partage de connaissances qui permettront aux partenaires d'apporter leur contribution aux programmes EDD.

Agences intergouvernementales

Au niveau intergouvernemental, diverses agences des Nations unies ont travaillé de concert pour formuler des politiques et cadres de DD au niveau mondial, mobiliser des ressources et développer des programmes pour encourager et renforcer les capacités des Etats membres à agir. Avec l'UNESCO comme chef de file, les agences des Nations unies répondant au mandat de la DEDD ont sur une période de 10 années, réuni les diverses parties prenantes (au sein des Nations unies et en dehors), élaboré des programmes, mené des recherches, renforcé les capacités et entrepris d'autres actions en rapport avec la DEDD.

Dans la plupart des agences des Nations unies, existent depuis plusieurs années des champions de l'éducation qui travaillent sur de nombreux aspects de l'EDD, comme notamment les travaux préliminaires de l'UNESCO sur l'Agenda 21 chapitre 36 ; les travaux du PNUE sur l'éducation et la formation environnementale ; le Programme d'éducation pour les populations rurales de la FAO qui favorise l'éducation en tant qu'outil pour faire progresser le développement des populations pauvres et marginalisées dans les régions rurales ; et l'engagement de l'UNICEF en matière d'accès à l'éducation et d'éducation de qualité pour les enfants. Cependant, la DEDD a fourni un mandat clair et a élargi le champ d'action sur l'EDD aux Nations unies. Ceci a contribué à d'importantes réalisations pour faire avancer l'EDD au sein de l'UNESCO et d'autres agences des Nations unies (voir l'encadré 5.1.1.1).

Encadré 5.1.1.1 : Exemples de réalisations importantes des Nations Unies

UNESCO

- ➔ **Sur le changement climatique :** depuis 2009, le programme d'éducation au changement climatique pour un développement durable (ECCDD) a aidé les pays à renforcer leurs réponses éducatives aux changements climatiques. Le programme qui met plus particulièrement l'accent sur l'Afrique et les petits états insulaires en développement (PIED) vise à faciliter le dialogue à travers des réunions régionales et internationales d'experts, le développement de programmes nationaux dans des pays pilotes et la fourniture de conseils techniques.
- ➔ **Sur la prévention des risques :** Une cartographie par l'UNICEF et l'UNESCO de l'intégration de la RRC dans les programmes de 30 pays a débouché sur un outil d'orientation pour l'intégration de la RRC dans les programmes d'enseignement. Cet instrument a été élaboré à l'intention des décideurs des gouvernements, des ONG et des agences des Nations unies, et sera renforcé par la co-création d'une plate-forme inter-agences sur l'éducation et la RRC.
- ➔ **Sur la biodiversité :** l'UNESCO a contribué à d'importantes conférences internationales et ateliers pour l'avancement de l'éducation à la biodiversité. Le document de l'UNESCO Explorer le développement durable : une approche multi-perspectives et un kit d'apprentissage de la biodiversité, ainsi que d'autres ressources comme des vidéos animées, servent à aider les coordinateurs et enseignants des écoles associées de l'UNESCO ainsi que d'autres ONG et parties prenantes de l'éducation.

FAO

- ➔ **Sur la jeunesse :** Les séries Challenge Badge de l'Alliance mondiale de la jeunesse et des Nations unies (Yunga) aident à promouvoir des compétences comme la pensée critique, imaginer des scénarios pour le futur, et la prise de décision collective à l'extérieur de la classe, tout en s'engageant dans des activités de loisirs éducatifs. Élaborés à l'intention des enfants et des jeunes, ces badges ont été repris par le Guide pour les filles (**10 millions de membres dans 145 pays**) et le mouvement des scouts (**32 millions de membres dans 161 pays**).

PNUE

- ➔ **Sur le PCD :** l'éducation pour une consommation durable (ECD) de la DTIE du PNUE est une composante intégrale de l'EDD, et vise à renforcer les capacités des individus à gérer leur vie tout en participant à la gestion de la vie collective dans la société mondiale (Q SEM PNUE IAC). En tant que secrétariat du programme cadre sur 10 ans pour la consommation et la production durables (CPD), le PNUE élabore actuellement un programme sur les styles de vie et l'éducation durables, en capitalisant sur l'ECD.
- ➔ **Sur l'engagement auprès des instituts d'enseignement supérieur :** l'objectif du Partenariat des universités mondiales pour l'environnement et la durabilité (GUPES) est d'accroître les pratiques d'intégration de l'environnement et de durabilité dans les universités, avec actuellement plus de 360 70 universités actuellement.

CCNUCC

- ➔ **Sur le changement climatique :** l'Alliance mondiale des Nations Unies sur le changement climatique, l'éducation, la formation et la sensibilisation du public vise à maximiser les efforts, les compétences et les ressources en faveur d'activités éducatives sur le changement climatique et à soutenir les Parties à la convention dans leurs efforts éducatifs sur le changement climatique

UNICEF

- ➔ **Sur le changement climatique et la RRC :** en réponse aux efforts de l'UNICEF de sensibiliser et de plaider en faveur de l'EDD à travers des publications, des brochures, les médias et les sites Internet, 47 pays ont adapté le concept d'environnement convivial pour l'enfant pour intégrer l'éducation au changement climatique et environnemental dans leur programme d'enseignement.

UNU

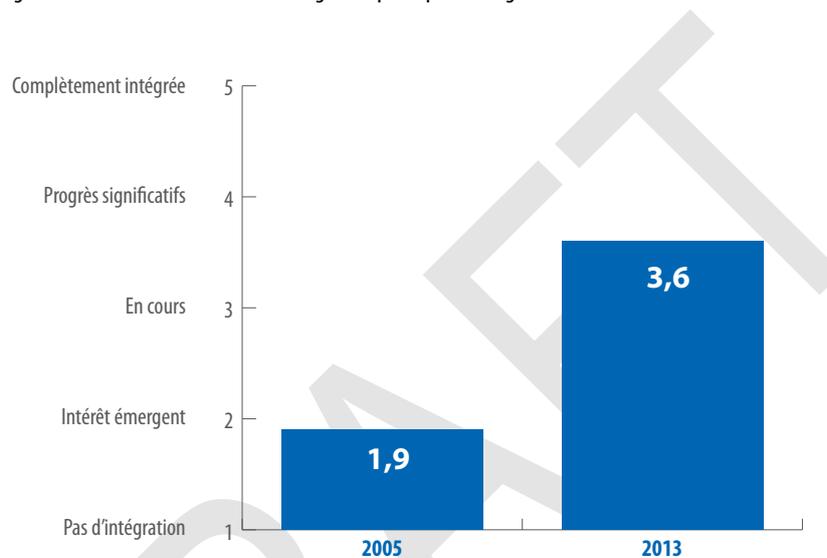
- ➔ **Sur l'engagement multipartite et le réseautage :** le réseau des centres régionaux d'expertise (CRE) (129 membres) a été renforcé pour devenir une plate-forme de l'apprentissage social transfrontalier.

Pour exploiter et coordonner les efforts d'autres agences des Nations unies, l'UNESCO a mis en place un Comité inter-agences (IAC) pour la DEDD. Reconnaisant la nécessité d'assurer « un consensus et un engagement adéquats et constants au niveau international » (UNESCO, 2013n), l'IAC a été conçu comme un forum multilatéral associant des représentants des programmes concernés des Nations unies, de la Banque mondiale et des agences spécialisées

des Nations unies. Parmi les actions figuraient la mobilisation de la volonté politique en faveur de l'EDD, ainsi que le développement de partenariats et la mobilisation des ressources, encourageant un échange au niveau mondial et assurant un suivi des progrès (UNESCO, 2013n). 15 agences ont accepté de participer au début de la DEDD, et le comité compte aujourd'hui 22 membres.

Les agences des Nations unies et les sections et bureaux de l'UNESCO indiquent qu'au début de la Décennie, l'EDD était à peine considérée comme une politique de planification. Mais aujourd'hui, au terme de 10 années de travail, on considère que l'EDD a bien progressé dans le système des Nations unies.

Figure 5.1.1.1 : Progrès en matière d'EDD dans les stratégies ou politiques des agences des NU



Il a été demandé aux personnes interrogées de noter les progrès sur une échelle de 1 à 5, 5 étant la valeur la plus élevée. Ce diagramme présente la moyenne des classements indiqués.

Source : Questionnaire SEM UNESCO NU

Elaborer et partager l'agenda sur l'EDD entre les agences des Nations unies – une approche unique NU

Le personnel des agences des Nations Unies ayant répondu au Questionnaire de l'UNESCO a confirmé que l'importance d'initiatives comme la DEDD confère aux agences une légitimité, des mandats et un espace pour agir sur un programme commun, et mobiliser d'autres parties prenantes en vue d'œuvrer pour une mise en œuvre de concert avec les Nations Unies. Comme l'indique l'UNICEF :

La DEDD a été une plateforme externe utile pour renforcer l'agenda interne de l'UNICEF sur la durabilité en rapport avec le programme humanitaire et de résilience qui a pris de l'ampleur sur cette période en raison de l'augmentation des catastrophes naturelles et créées par l'homme. Les travaux ciblés au sein de l'UNICEF sur l'éducation au changement climatique ont aidé l'UNICEF à élaborer un programme de l'évolution de l'éducation en rapport avec la nécessité d'intégrer l'environnement dans le secteur éducatif, mais également à se concentrer sur l'intégration de la durabilité dans les systèmes éducatifs au sein du programme plus vaste de résilience pour aller vers un système de qualité.

– (Q SEM, UNICEF)

Il est clair, que ces engagements individuels de l'agence sont importants. Le pouvoir de la coopération entre les agences et du partage d'un objectif commun qui a également augmenté ces dernières années l'est également. Tout au long de la DEDD, les membres de l'IAC ont partagé des connaissances sur les activités éducatives parallèles, encouragé un meilleur flux d'informations et utilisé les opportunités en faveur d'un programme de travail et d'un plaidoyer conjoints, notamment dans le contexte de Rio+ 20 et des manifestations en parallèle des sessions de la Commission pour le développement durable (CDD) et des COP des Conventions de Rio.

L'importance de ce type de collaboration entre agences se remarque notamment dans le domaine de l'EFTP. UNESCO – UNEVOC, l'Organisation internationale du travail (OIT), l'OCDE, la Banque asiatique de développement et d'autres ont créé le Groupe de travail inter- agences (IWG) sur l'éducation et la formation techniques et professionnelles et le développement des compétences pour promouvoir des capacités en faveur de la durabilité dans l'EFTP, et le développement des compétences à travers le plaidoyer, le partage et la diffusion des bonnes pratiques. Les interventions efficaces de l' IWG dans les discours internationaux sur l'EFTP et les compétences ont abouti à une demande du groupe de travail développement du G20 sur le pilier développement des ressources humaines en faveur d'une série de recommandations politiques en 2013 en vue de recommander aux gouvernements du G20 de répondre aux demandes de compétences pour des emplois plus soucieux de l'environnement.

Le mandat de la DEDD a ouvert la voie à une collaboration inter-agences et créé une base fertile pour une approche unique Nations Unies de l'EDD, dans laquelle toutes les agences des Nations unies partagent une même compréhension, des objectifs communs et travaillent de concert pour des objectifs communs. Comme l'affirme la SIPC des Nations Unies, le travail de plaidoyer commun entre ceux qui travaillent sur les défis de la durabilité et ceux impliqués dans le secteur de l'éducation renforce la cohérence des messages aux Etats membres » (Q EMS SIPC). Une approche unique Nations unies renforcera la cohérence des messages sur l'EDD à l'intention des états membres et des autres partenaires y compris du secteur privé et de la société civile.

Mobilisation des ressources et programmation

Au niveau individuel, les agences des Nations unies se sont tournées vers les Etats membres pour mobiliser un soutien en faveur des activités relatives à l'EDD. Par exemple, le Japon, l'Allemagne, la Suède, le Danemark entre autres ont soutenu et favorisé les travaux de l'UNESCO à travers des fonds extrabudgétaires (UNESCO, 2013a, p. 5).

Cependant, on peut également trouver des données sur l'approche interne de l'organisation en matière de mobilisation des ressources et de soutien à l'EDD. Le compte rendu du Plan cadre des Nations Unies sur l'aide au développement (PNUAD) montre les progrès vers une approche unique Nations unies pour soutenir l'EDD et lui trouver des financements au niveau national. Le PNUAD est un cadre de programmation stratégique conclu entre un gouvernement et une équipe pays des Nations unies qui offre le soutien des agences des Nations unies aux priorités nationales de développement. Il a pour objectif de maximiser l'impact du développement de tous les programmes

d'initiative des Nations unies opérant au niveau du pays. Dans une brève revue du PNUAD, 278 rapports soumis par 129 pays et couvrant la période 2000 – 2014, 54 % des pays ayant répondu au questionnaire sur la période 2000 – 2005, et 70 % des pays en 2010 – 2014 ont inclus l'EDD ou les principes liés à l'EDD dans leurs plans nationaux de développement. Des pays comme la Barbade ont priorisé l'amélioration des programmes de développement durable au niveau primaire, secondaire et tertiaire de l'éducation (NU, 2011). D'autres pays comme l'Égypte, ont besoin de soutien pour accroître la sensibilisation du public aux questions environnementales mondiales et nationales (NU, 2006a). Cette augmentation de demandes de soutien à l'EDD reflète une envolée de l'approche unique Nations unies pour offrir une aide à ces priorités EDD par le truchement de l'équipe pays des Nations Unies.

Une recherche plus approfondie s'avère nécessaire pour comprendre comment l'inclusion des principes liés à l'EDD dans ces plans nationaux de développement a mobilisé les ressources des NU, renforcé les capacités des pays à développer une éducation et une formation efficaces, et permis une plus grande sensibilisation du public aux programmes de développement durable pour les citoyens de ces pays.

Tableau 5.1.1.1 : Multiplication des mentions liées à l'EDD dans les rapports du PNUAD

	2000-2005	2005-2010	2010-2014
Nombre total de rapports PNUAD	77	98	103
Nombre total de rapports mentionnant des principes en rapport avec l'EDD	44	63	73
Pourcentage de rapports mentionnant des principes en rapport avec l'EDD	54%	64%	70%

Source : UNESCO (2014e), basé sur une analyse des rapports PNUAD

Renforcer la programmation EDD à travers la coopération inter-agences

A travers le mécanisme IAC, de réels progrès ont été réalisés sur le plan de la coopération pour l'éducation avec les secrétariats des conventions de Rio, l'UNESCO, le PNUE, l'UNU et l'UNICEF entre autres, offrant aux secrétariats les capacités nécessaires pour mobiliser les parties aux conventions de Rio et les inciter à se pencher sur les engagements en matière d'éducation, de formation et de sensibilisation du public. L'UNCBD a pu associer d'autres agences des Nations unies à ses efforts pour développer un Programme mondial sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CEPA), adopté comme programme de travail par les parties à la CNUBD. La CNUCCC signale son travail conjoint avec l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, sur la formation au changement climatique. Le PNUE travaille en collaboration avec l'UNESCO et d'autres membres de l'IAC sur un cadre de programmes sur 10 ans pour la consommation et la production durables afin d'accélérer l'évolution vers une CPD dans les pays développés et en développement, dont l'un porte sur les modes de vie et l'éducation. Comme l'a indiqué la CNUCCC, la coordination et la coopération avec d'autres agences des Nations unies ont amplifié les résultats » (Q SEM CNUCCC).

La fin de la DEDD a vu se renforcer la reconnaissance et la compréhension du rôle de l'UNESCO dans l'EDD. Les membres de l'IAC savent maintenant mieux ce que fait l'UNESCO, et connaissent ses liens avec les ministères de l'éducation des Etats membres ; la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique a fait de l'UNESCO le chef de file de l'éducation à la biodiversité. UN Habitat étudie l'EDD et le développement urbain avec l'UNESCO ; et l'OIT travaille avec l'UNESCO à définir des compétences vertes. Au niveau régional et des bureaux hors siège, le PNUD et la FAO coopèrent avec l'UNESCO sur l'EDD dans les écoles et les programmes pour la jeunesse. Et surtout, la coopération entre l'UNESCO et l'UNICEF a servi à insuffler un élan à l'éducation dans l'Agenda du développement post-2015 et les ODD.

Alors que le rapport S&E 2009 de la DEDD indiquait qu'il reste encore beaucoup à faire avant que « l'approche unique de l'EDD des Nations unies soit une réalité » (UNESCO, 2009a), le rapport S&E 2012 concluait que :

L'EDD est un élément bien plus important du discours et de la mise en œuvre du projet au sein du système des Nations unies [en 2011 par opposition à 2009]. En fait, l'EDD devient la norme plutôt qu'un concept périphérique.

– UNESCO (2012a)

Au terme de la DEDD en 2014, on constate une plus grande tendance au sein des Nations unies vers la reconnaissance d'une vision et d'un objectif plus larges de l'éducation pour soutenir les objectifs internationaux, avec une avancée significative vers l'intégration de l'éducation dans les principaux programmes de développement durable. Ceci implique de mettre fortement l'accent sur l'importance de la formation et des compétences professionnelles et techniques pour des économies soucieuses de l'environnement.

Il existe encore des insuffisances sur le plan de l'engagement, comme avec les agences des Nations unies qui depuis des années n'ont pas de point focal de haut niveau pour l'EDD. Dans d'autres agences s'il existe des points focaux solides au siège, l'engagement n'est peut-être redescendu au niveau de la majorité des bureaux hors siège de l'agence. Malgré ces insuffisances, les membres actifs de l'IAC affirment que leurs agences respectives ont maintenant une conscience de l'EDD et plaident pour une nouvelle phase de travail pratique et intégrée aux NU, ou comme le décrivent l'UNESCO et UNICEF dans le Rapport sur les dialogues sur la mise en œuvre de l'Agenda de développement post-2015, «un cadre d'éducation unique, harmonisé et international» (UNESCO et UNICEF, 2013, p.12). En résumé, **un leadership continu et plus important tant de la part de l'UNESCO que dans toutes les agences des Nations unies sera nécessaire pour harmoniser les programmes, élargir les mandats d'action, mobiliser les ressources et œuvrer de concert pour faire avancer l'EDD**. L'attention portée à ces questions contribuera à renforcer le rôle des agences des Nations unies en tant que partenaires dans les arrangements multipartites.

Gouvernements

A l'échelle nationale, sous-nationale et locale, le rôle et le champ d'action des gouvernements est de créer un environnement propice et de trouver les ressources dont eux-mêmes et leurs partenaires ont besoin pour orienter et soutenir l'EDD. **Le pouvoir de rassemblement des gouvernements est particulièrement important pour réunir une multiplicité d'intérêts**, dans le pays, mais également au-delà des frontières pour soutenir d'autres gouvernements partageant les mêmes intérêts.

Partager le programme de l'EDD avec les ministères et les agences

Dans la structure des gouvernements nationaux la responsabilité des actions de la DEDD est toujours revenue au ministère de l'éducation ou au ministère de l'environnement. Au cours de la DEDD, 80 % des états membres répondant aux questionnaires de l'UNESCO ont indiqué la mise en place de points focaux au sein du gouvernement pour faciliter la coordination interne entre les agences chefs de file et les autres ministères. Comme indiqué dans le chapitre sur la politique nationale, il existe des données sur la manière dont la coopération entre les ministères a permis de renforcer l'avancement de l'EDD, ainsi que des préoccupations face aux défis liés à l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme commun.

Outre les ministères de l'environnement et de l'éducation, d'autres ministères et agences ont également partagé l'agenda EDD. En Suisse par exemple, la création d'une nouvelle institution pour la mise en œuvre de l'EDD a pris la forme d'un effort de coopération entre plusieurs bureaux fédéraux (santé et développement ainsi que l'environnement) et les cantons (qui jouent un rôle de premier plan dans des domaines relatifs à l'éducation) (Q SEM Bureau fédéral de la santé publique, PPC). En Allemagne, l'encadré 5.1.2.1 montre comment d'autres niveaux de gouvernement et les

agences concernées autres que celles responsables de l'éducation peuvent s'engager dans le soutien à l'EDD non seulement dans leur pays, mais également en collaboration avec d'autres pays.

Encadré 5.1.2.1 : Allemagne – Former de futurs leaders en EDD

Le projet d'apprentissage du leadership en EDD de l'Allemagne a été élaboré dans le cadre d'un partenariat entre le ministère allemand de la coopération économique et du développement et l'entreprise fédérale allemande Deutsche *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ). Le programme a été conçu pour rassembler les futurs leaders en EDD de l'Allemagne, des pays en développement et des économies émergentes. Des candidats venant de divers secteurs (gouvernement, ONG et instituts de recherche) et de quatre pays (Allemagne, Inde, Mexique et Afrique du Sud) participent à un processus de formation en sept étapes qui non seulement inclut une approche éducative de l'EDD axée sur les connaissances, mais offre également une expérience pratique dans le cadre d'un stage de 10 semaines. En renforçant les compétences individuelles des futurs leaders en EDD, ce partenariat veut créer un réseau international d'experts. Depuis 2014, on compte 17 participants diplômés dans le cadre de ce programme.

Source : GIZ (2012).

Mobilisation des capacités et des ressources

Pour les gouvernements, trouver des ressources et renforcer les capacités en faveur de l'EDD est un défi permanent, notamment dans les pays en développement. Mais même en Europe, les pays ont dû travailler de concert pour partager et distribuer les ressources nécessaires pour faire avancer l'EDD. Par exemple, la Commission européenne a offert une contribution importante pour soutenir l'intégration de l'apprentissage et de l'éducation en faveur de la durabilité dans l'enseignement supérieur dans ses pays membres. Il n'a pas été possible de quantifier les niveaux d'investissement au cours des 10 dernières années des diverses initiatives de financement, car ces chiffres ne sont pas encore disponibles. Cependant, une analyse de la littérature et des ressources sur l'internet concernant l'EDD indiquent des niveaux élevés de soutien financier mis à disposition dans la région européenne pour une collaboration internationale dans ce domaine au cours de la DEDD.

Les pays en développement ont profité de cette mobilisation en faveur d'un soutien financier et technique offert par les pays développés. Les agences d'aide suédoise, anglaise, australienne, canadienne, japonaise et néerlandaise ont toutes joué un rôle important dans le financement du développement du programme d'enseignement pour la durabilité en Asie et en Afrique ainsi que dans les îles du Pacifique (par exemple, AusAid, 2010 ; MedIES, 2010 ; MEXT, 2012 ; SIDA, 2011). Le soutien des pays en développement va souvent au-delà de la fourniture d'aide pour inclure l'échange de formation et d'expériences d'approches réussies de mise en œuvre de l'EDD.

Encadré 5.1.2.2 : Kenya et Israël – Mobiliser des capacités et des ressources en faveur de l'EDD

Reconnaissant l'importance de l'EDD, la République du Kenya a demandé au ministère des affaires étrangères d'Israël d'élaborer un projet conjoint axé sur la promotion et la mise en œuvre de l'EDD dans les programmes des instituts d'apprentissage. Un protocole d'accord a été signé en janvier 2013 entre les parties pour la mise en place du plan de quatre ans. Le projet inclut des programmes de formation au Kenya et en Israël et est basé sur le modèle « penser globalement, agir localement » mis en place avec succès en Israël au cours des six dernières années (et maintenant élargi au Kenya). Il fournit aux écoles et à la communauté les outils nécessaires pour évaluer leurs besoins réels et leurs ressources, en prêtant particulièrement attention aux questions en rapport avec l'agriculture durable. Le Kenya a maintenant 900 élèves et Israël envisage d'élargir le programme de quatre ans. Joseph Karuga, président de l'Association des directeurs d'écoles primaires du Kenya suggère que le programme aidera le pays à s'assurer que la jeune génération mènera des actions dans les écoles et le secteur de l'agriculture du pays.

Source : MASHAV (2013) ; Wanyama (2014).

Encadré 5.1.2.3 : Mongolie et Suisse – Mobiliser des capacités et des ressources en faveur de l'EDD

Le gouvernement de Mongolie et le Département suisse du développement et de la coopération (CSD) ont signé un protocole d'accord pour promouvoir l'EDD pour le peuple de Mongolie. Le projet couvrira l'ensemble des 752 écoles, de la première à la 12e année d'enseignement, tous les instituts de formation des enseignants et tous les ministères de l'éducation jusqu'en 2020, profitant directement à plus de 500 000 enfants (51 %) et 26 000 enseignants (80 %). Outre le travail dans le cadre du protocole d'accord, le projet de la CSD sur la désertification, en coopération avec le ministère de l'éducation et des sciences de Mongolie, offre une formation visant à intégrer les questions de désertification dans les matières enseignées à l'école. Le Programme éco-scolaire reconnu au niveau international est aujourd'hui géré à travers le soutien du CODEP aux 77 écoles secondaires dans le pays, est considéré par le ministère comme un véhicule idéal pour tester et promouvoir l'EDD.

Source : CSD (2013).

Renforcer la programmation EDD

Au terme de la DEDD, les rapports laissent penser que des dizaines de milliers d'initiatives de renforcement des capacités, de partage de l'information et de recherche, de publications ont été mises en œuvre et ont associé des agences publiques nationales et sous-nationales dans le renforcement de la mise en œuvre de la politique et des programmes EDD. Une étude par échantillonnage a été menée en 2013 avec les membres du Réseau international des instituts de formation des enseignants (IN TEI) pour mieux identifier l'influence que les ministères de l'éducation ont exercé sur la pratique de l'EDD. Les conclusions donnent une image du rôle des gouvernements soutenant d'autres parties prenantes dans le système éducatif. Plus d'un tiers (41 %) des personnes interrogées conviennent que les gouvernements financent des ateliers de renforcement des capacités, et près d'un tiers (28 %) ont indiqué que les gouvernements construisent une base de connaissances en faveur de l'EDD en soutenant la recherche (McKeown et Hopkins, 2013). Par exemple, en Ouganda, plus de 20 000 personnes dont des enseignants, des formateurs d'enseignants, des personnes chargées de l'élaboration des programmes, des gouvernements locaux et des universités ont été formées en EDD dans le cadre d'ateliers soutenus par le gouvernement Ougandais et organisés par la National Environment Management Authority et la Commission nationale de l'Ouganda pour l'UNESCO et des ONG (Q SEM Ouganda, EM).

Pour soutenir les efforts futurs, il serait utile d'étudier plus en détail les bonnes pratiques concernant l'implication des organismes publics dans l'EDD au-delà de leur rôle important dans l'élaboration de la politique et la révision du programme d'enseignement, afin de comprendre et de reproduire la manière dont les gouvernements peuvent élargir l'engagement, mobiliser les capacités et les ressources et faire avancer la mise en œuvre avec d'autres parties prenantes.

5.2. Secteur Privé

Dans de nombreux pays, le secteur privé a également joué un rôle important dans le renforcement de l'EDD, faisant face à ses responsabilités sociales d'entreprise (RSE) pour servir les communautés où sont établies ses activités. De manière générale, l'implication du secteur privé dans l'EDD incluait la participation aux groupes nationaux de coordination de l'EDD et aux CRE, une assistance sur le plan technique et financier pour des projets témoins dans les écoles, le co-développement de matériels de soutien curriculaire, l'appui aux ONG pour sensibiliser davantage le public et renforcer les capacités en EDD, et la participation aux ateliers sur la durabilité communautaire.

Le secteur privé a également soutenu la recherche et l'innovation en faveur de technologies et de processus plus soucieux de l'écologie qui s'attaquent aux défis environnementaux que connaît la planète. Ceci s'est fait au travers du financement de travaux universitaires ou en soutenant la création de programmes et d'infrastructures dans des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. On peut trouver dans le monde entier des exemples stimulants du soutien du secteur privé à l'EDD dans les écoles, les universités et les communautés, mais il est difficile d'évaluer de manière plus systématique ce qu'ont été les contributions du secteur privé à l'EDD, en raison de la réaction lente des représentants du secteur privé au questionnaire de l'UNESCO.

Cependant, de nombreux états membres soulignent l'importance de l'engagement du secteur privé. Comme l'indique la République de Corée, le secteur privé offre souvent des services complémentaires que les gouvernements n'ont pas nécessairement la capacité de gérer, comme le soutien scolaire aux élèves issus de milieux financièrement modestes et la mise en place d'activités en dehors des heures scolaires (Q EMS république de Corée, EM). Ainsi, le secteur privé peut travailler en collaboration avec le gouvernement pour améliorer l'infrastructure et la qualité de l'éducation dans les écoles, et apporter une aide financière aux élèves dans le besoin.

Il convient de noter que l'implication du secteur privé dans les écoles publiques a fait l'objet de controverses à certains moments, concernant la fourniture de repas et de goûters aux élèves, les marques sur les uniformes de sports, la publicité commerciale dans les médias éducatifs ou le soutien aux activités exigeant des compétences particulières comme l'introduction et d'utilisation des technologies de l'information (Ichilov, 2012 ; Molnar, 2006). Mais la DEDD a démontré au cours des dernières années que lorsque les entreprises s'associent au gouvernement et communautés pour soutenir l'EDD, cela profite à toutes les parties prenantes.

La clé de cette association réussie réside dans une détermination claire des rôles et des responsabilités du secteur privé dans les programmes du secteur public afin de gérer une éventuelle controverse et de garantir une compréhension commune. Par exemple, le Kenya a mis en place un Plan de mise en œuvre de l'EDD qui définit clairement les rôles de toutes les parties prenantes, notamment du gouvernement, des établissements d'enseignement et d'apprentissage, des organisations de la société civile, du secteur privé et des médias (Nema, 2008). En effet, les plans d'action nationaux de l'EDD créés au cours de la DEDD ont identifié le secteur privé comme une partie prenante importante, même si l'on dispose de moins de données permettant de voir si l'inclusion du secteur privé dans les plans d'action nationaux d'EDD a abouti à une plus grande implication du secteur privé dans l'EDD. L'encadré 5.2.1 et l'encadré 5.2.2 ci-dessous donnent une vue plus claire des contributions concrètes que le secteur privé a apporté à l'EDD.

Encadré 5.2.1 : Asie et la région Pacifique – Trousse à outils EDD pour réussir

Dans la région Asie Pacifique, l'UNESCO donne des conseils sur la manière dont le secteur privé peut être un partenaire au niveau de l'école et de la communauté à travers sa trousse à outils développée en coopération avec ses partenaires du secteur privé au Sri Lanka, MAS Holdings et MAS Holdings Eco Go Beyond Schools Sustainable Development Leadership Camp. Au total, 55 élèves et 51 d'enseignants de 28 écoles rurales dans différentes régions du Sri Lanka ont participé à l'atelier d'une journée et demie pour élaborer la trousse à outils pilote. La trousse à outils comporte : des concepts EDD, les priorités Asie Pacifique (comme le changement climatique et la sécurité alimentaire) ; le développement de projets (pour favoriser l'apprentissage indépendant et la pensée axée sur l'action) ; et des conseils sur les partenariats (s'engager avec des partenaires traditionnels et non traditionnels, dans le secteur public et le secteur privé).

Source : UNESCO (2009 d, p. 4).

Encadré 5.2.2 : Vietnam – Façonner un avenir plus durable

Un partenariat unique qui lie l'UNESCO, le ministère de l'éducation et de la formation du Vietnam (MEF) et Samsung, et qui aide le Vietnam à façonner une société de l'apprentissage plus résiliente et durable. Ce projet conjoint a pour objectifs : i) le développement et la mise en œuvre de cours de formation en e-Learning dans les domaines du changement climatique, de la réduction de risques de catastrophes, de la conservation et restauration de la biodiversité pour la préparation et l'application des plans de préparation de l'école ; ii) la création d'un environnement propice à l'EDD à travers des sessions de sensibilisation à l'intention des directeurs d'écoles, des parents, les autorités nationales et locales, et des médias ; iii) d'encourager l'utilisation de l'imagerie satellite comme instrument de prise de décisions basées sur des données, et de sensibilisation ; iv) le développement de plans d'action communautaire et le soutien aux organisations de médias pour l'élaboration d'un plan de communication ; et v) la contextualisation et l'application de la stratégie de l'UNESCO pour gérer les risques et élaborer des plans de gestion des risques de catastrophes pour les sites du patrimoine mondial, notamment la ville ancienne de Hoi An, le complexe de monuments Hue et la citadelle royale Thang long.

Source : UNESCO (2014 d).

Comme le montre l'expérience de l'UNESCO au Vietnam, le secteur privé peut offrir un soutien financier considérable à la programmation de l'EDD dans les écoles et la communauté au sens large, au niveau de problèmes critiques comme le changement climatique, la réduction de risques de catastrophes et la biodiversité. L'expérience de l'Eco

Go leadership Camp du Sri Lanka montre également comment les entreprises peuvent aider les étudiants, les enseignants et les personnes individuelles en leur donnant la possibilité de progresser dans leur apprentissage du développement durable.

Cependant, la connexion entre le soutien qu'apporte le secteur privé à l'EDD et les transformations réelles en faveur de la durabilité dans le fonctionnement des entreprises est moins claire. La participation aux actions d'EDD à l'école et dans les communautés est-elle en soi un processus d'apprentissage et de renforcement des capacités des entreprises, contribuant à l'amélioration des activités des entreprises tout en contribuant à la dimension économique, sociale et environnementale ? Une étude plus détaillée de la question pourrait plaider en faveur d'un engagement plus important du secteur privé dans l'EDD dans les années à venir.

5.3. Société civile

Au cours de la DEDD, les organisations de la société civile (OSC) ont joué un rôle essentiel pour faire progresser l'EDD. Les OSC englobent un large éventail d'organisations, de groupes communautaires, d'ONG, de syndicats de travailleurs, de groupes autochtones, d'organisations caritatives, d'organisations confessionnelles, d'associations professionnelles et privées, de fondations à but non lucratif (Banque mondiale, 2013). A travers leurs divers membres, leurs contextes et structures, les OSC se sont avérées essentielles pour une large série de stratégies d'activités de soutien à l'EDD.

Au terme de la DEDD, près de la moitié (45 %) des parties prenantes répondant au questionnaire de l'UNESCO représentent des OSC qui font un rapport sur un large éventail d'activités figurant ci-dessous :

- entreprendre une recherche en rapport avec l'EDD
- développer des matériels de soutien au programme d'enseignement de l'EDD et des projets témoins dans les écoles, l'EFTP et les EES ;
- concevoir des programmes de renforcement des capacités en EDD à l'intention des éducateurs ;
- renforcer les capacités et les compétences des jeunes et des adultes en dehors du système d'enseignement formel ; et
- bâtir des réseaux et des dialogues et gérer de grands programmes de communication pour renforcer la sensibilisation du public aux défis et solutions du développement durable.

Les OSC ont également exhorté le gouvernement à entreprendre des actions sur l'EDD à travers des campagnes de plaidoyer, et de conclure des partenariats avec des entreprises pour promouvoir l'EDD.

Tous les niveaux et les types d'OSC ont été associés à la DEDD. Par exemple, WWF international et ses bureaux dans les pays ont été les champions et les partisans de l'EDD pendant la DEDD. Les OSC nationales ont favorisé la mise en place de l'EDD au niveau local (par exemple *l'Association d'éducation environnementale et de protection des oiseaux au Maroc, œuvrant pour protéger la faune et la flore au Maroc*). Des groupes de réflexion dans le domaine de l'éducation comme l'Institut coréen pour le programme de l'enseignement et de l'évaluation ont également contribué à la recherche sur l'EDD et aux matériels de soutien ; de même que des groupes de réflexion dans le domaine du développement durable comme l'Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie en Allemagne, et l'Institut de l'énergie et des ressources en Inde, et ceux qui s'occupent à la fois d'éducation et de DD, comme le Centre d'éducation environnementale en Inde.

Les exemples ci-dessous montrent simplement une partie du large éventail d'acteurs OSC impliqués, soulignant divers types d'interventions. Bien que non exhaustifs, ces exemples offrent un petit échantillon des meilleurs moyens pour la société civile de promouvoir l'EDD

Appui au programme d'enseignement et ressources : le Centre environnemental régional pour l'Europe centrale et orientale (CER) basé en Hongrie a créé et mis en œuvre Green pack, un kit éducatif multimédias innovant à l'intention des écoliers âgés de 11 à 15 ans. Le Green pack a été introduit dans 18 pays en Europe centrale et de l'Est et en Asie, et près de 40 000 enseignants ont été formés à l'utilisation des matériels Green pack. Ce pack a également été traduit en 20 langues pour toucher plus de 4 millions d'élèves, et aider à modifier la manière dont se déroule

l'enseignement de la durabilité (Q SEM centre environnemental régional pour l'Europe centrale et de l'Est, PPC). La Kenya organization for environmental education (KOE) en partenariat avec l'Alliance des religions et de la conservation (ARC) encouragent une EDD confessionnelle en intégrant la sagesse religieuse dans le programme de l'école primaire, renforçant le système de valeurs confessionnelles et de comportements positifs dans l'école et la communauté afin de promouvoir le développement durable. Le programme inculque aux enseignants et aux autres praticiens de l'EDD, les connaissances, compétences et valeurs pour trouver des solutions innovantes à leurs défis environnementaux, et complète et crée des passerelles avec les matériels actuels d'appui au programme d'enseignement (Q SEM Kenya Organization for Environmental Education, PPC).

Des fondations philanthropiques indépendantes ont également offert une aide financière importante et des capacités pour appuyer l'EDD. En avril 2013, la Fondation Emirates a signé un accord avec le ministère de l'éducation pour travailler en partenariat sur la réforme du programme d'enseignement des écoles publiques pour y intégrer les questions de durabilité ainsi que des connaissances financières. Élaboré en étroite coopération avec des experts, le programme d'enseignement révisé englobe non seulement des sujets tels que l'environnement, l'énergie, la sécurité alimentaire et la coexistence pacifique, mais encourage également des méthodes d'enseignement plus novatrices comme l'apprentissage participatif (WAM, 2014).

Préparation du formateur : Earth Charter International (ECI) basé au Costa Rica a élaboré un certain nombre de matériels éducatifs en rapport avec l'EDD à l'intention des enseignants en activité et des formateurs d'enseignants dans le monde, comme des histoires et des manuels de l'enseignant. Depuis 2011, ECI propose des webinars EDD gratuits et, depuis 2013 un programmes de formation d'une semaine (payant) pour permettre aux formateurs d'améliorer leur compréhension du rôle de l'éducation pour favoriser une culture de la durabilité.

Dans certains pays, les gouvernements se reposent sur le soutien des OSC, car elles sont peut-être les seules organisations développant des ressources d'apprentissage en EDD et offrant un soutien aux formateurs pour les écoles primaires et secondaires. Au Cameroun, au niveau politique, les ministères de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire et le département politique du ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable ont entériné la Déclaration de l'EDD pour le pays ; mais les ministères de l'éducation ont autorisé le Fonds mondial pour la vie sauvage (WWF) à mettre en place une EDD dans les écoles primaires et secondaires du Cameroun (Q SEM Cameroun, EM).

Projets de recherche et projets témoins : Les OSC contribuent aux innovations dans l'EDD en ayant la flexibilité de prendre des risques, d'entreprendre des recherches et des expériences que les gouvernements ou le secteur privé à but lucratif n'ont peut-être pas les capacités d'entreprendre. En Suède, WWF a lancé un modèle de programmes d'enseignement pour développer les meilleures pratiques et des exemples d'apprentissage pour des approches 'toute l'école' dans l'EDD. L'UICN et sa Commission pour l'éducation et la communication ont travaillé en étroite collaboration avec l'UNESCO Bangkok et l'Université Macquarie sur les directives Asie-Pacifique pour l'élaboration d'indicateurs nationaux dédiés (UNESCO, 2008b).

Enseignement non formel et sensibilisation du public : les OSC sont également des acteurs importants pour l'éducation non formelle et la sensibilisation du public à travers des campagnes dans les médias, l'organisation d'ateliers et de formation, des projets témoins et d'autres initiatives pour informer les citoyens et renforcer leurs capacités à vivre plus durablement. Green Cameroon est une des nombreuses organisations menant une campagne dans les médias visant à éduquer les secteurs de l'éducation formelle et non formelle aux questions générales de l'environnement et du développement » (Q SEM Green Cameroon, PPC).

Au Panama, l'organisation FE Y ALEGRIA a rédigé un rapport pour l'UNESCO à la fin de la DEDD sur son programme de travail pour l'amélioration de l'éducation des adultes et l'inclusion des communautés indigènes dans l'éducation. Elle travaille avec une autre ONG Media Rights, et leur campagne de sensibilisation du public a touché 1 million de personnes dans le pays. Elles ont organisé des ateliers pour former les participants sur les droits à l'éducation, touchant près de 3000 personnes (Q SEM FEY Y ALEGRIA Panama, PPC).

De nombreuses OSC sont associées à diverses interventions d'éducation depuis l'élaboration du programme d'enseignement jusqu'à la pratique et la mise en œuvre et la formation des enseignants.

Encadré 5.3.1 : Plan International – Eduquer pour la résilience

Plan international est une des plus anciennes organisations de développement pour les enfants dans le monde, travaillant dans 50 pays en développement en Afrique, en Asie et en Amérique pour promouvoir les droits des enfants et la mise en place d'une éducation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes. Ce travail se fait au travers de trousseaux à outils et de matériels de formation adaptés aux conditions locales, une recherche sur les enfants et les impacts du changement climatique, et l'autonomisation des enfants et de leur communauté pour mettre en œuvre leurs initiatives à petite échelle de réduction des risques et d'adaptation. Plan Thaïlande a élaboré un programme de réduction des risques de catastrophes et de changement climatique qui a été expérimenté dans 16 écoles primaires et par la suite approuvé par le ministère de l'éducation, et Plan Laos a créé des clubs de RRC pour enfants dans 30 écoles. Au Vietnam, plus de 900 enseignants dans trois provinces ont été formés à l'utilisation de matériels d'éducation sur le changement climatique, en utilisant des méthodes d'enseignement exploratoires. En Indonésie, au Vietnam et en Thaïlande, des groupes d'enfants ont mis en place plus de 50 activités financées par de petites subventions, y compris des activités telles que la collecte de l'eau de pluie dans les écoles, tester des légumes biologiques et des systèmes d'irrigation intelligents adaptés au climat dans les jardins des écoles, la construction de barrages de retenue, les campagnes de recyclage, ainsi que des manifestations de sensibilisation au changement climatique organisées par les enfants.

Source : Plan International (2014).

Les Gouvernements aux niveaux national, des états et local semblent souvent s'appuyer sur les OSC pour lancer des initiatives d'EDD. Utiliser ces partenaires de la société civile s'est avéré essentiel pour une mise en œuvre réussie aux niveaux régional, national et local dans de nombreux pays. Il faudrait davantage de recherche pour voir dans quelle mesure les gouvernements attendent explicitement ou tacitement un soutien de la société civile, et si ce soutien est bien accueilli, mobilisé et financé et de quelle manière. Des cadres et ressources appropriés profiteraient aux OSC pour mener à bien ce travail important en partenariat avec le secteur public.

5.4. Approches multipartites

Au cours des 10 dernières années, chacun de ces groupes de parties prenantes a apporté la preuve de son engagement à faire avancer l'EDD. Cependant, le pouvoir de leur contribution a été amplifié par un travail en coopération entre les secteurs et au-delà des frontières sur un programme commun. La DEDD s'est caractérisée par une coopération de grande envergure associant des groupes multipartites. Au terme de la DEDD, plus de 400 nouveaux réseaux et partenariats nationaux et internationaux ont été lancés, sans oublier la multiplication des réseaux existants et les nombreuses collaborations à l'échelle de la communauté avec les écoles locales à travers des approches « toute l'école ». Dans de nombreuses régions les données font état d'un soutien du gouvernement aux partenariats avec la société civile et les organisations non-gouvernementales pour une série de projets et activités EDD et pour l'élaboration d'une politique (Didham et Ofei-Manu, 2012).

Les Nations unies définissent les partenariats multipartites comme des associations volontaires entre différentes parties prenantes (publiques et non publiques) dans lesquelles l'ensemble des participants conviennent de travailler de concert pour réaliser un objectif commun ou entreprendre une tâche spécifique (NU, 2006b). Réunir des groupes ayant différents mandats, diverses compréhensions et capacités, constitue un défi énorme, mais cela peut conduire à des innovations, au renforcement et à l'extension des capacités des partenaires, à une allocation de ressources plus importante aux objectifs de l'EDD, et enfin à l'amplification et la reproduction de mises en œuvre réussies (Malena, 2004).

Le processus d'apprentissage social est une composante essentielle des partenariats multipartites – les processus formels et/ou informels de partage des connaissances et des enseignements à différents niveaux et entre des communautés différentes pour permettre la résolution de problèmes afin de relever les défis du développement durable (Baste, Ivanova et Lee, 2012). L'apprentissage social est reconnu comme un moyen d'associer activement des personnes venant de contextes différents et ayant des points de vue différents dans des processus de changements profonds ou fondamentaux (Wals, 2013). On voit émerger partout dans le monde, des partenariats multipartites qui utilisent l'apprentissage social pour co-crée des voies vers la durabilité.

La communauté du développement durable a utilisé l'approche de partenariats multipartites de manière extensive, depuis les premières études sur la cogestion des ressources dans les années 80 et 90 jusqu'aux partenariats mondiaux découlant du Sommet mondial pour le développement durable de 2002, et plus récemment les nombreux engagements multipartites de Rio + 20. Pendant la DEDD, nous avons assisté pour la première fois à une application à grande échelle de processus multipartites pour la réorientation des systèmes éducatifs. Les enseignements tirés de la DEDD laissent entendre que les processus multipartites permettent de coordonner et de faire avancer l'EDD aux niveaux national et local et sont essentiels pour la transformation de l'ensemble du système. Cependant, ceci implique de renforcer les capacités de l'ensemble des parties prenantes pour qu'elles travaillent en partenariat, avec une meilleure compréhension du processus de l'apprentissage social et des mesures d'évaluation et d'amélioration des résultats.

Les processus multipartites permettent de coordonner et de renforcer l'EDD aux niveaux national et local

Instances de coordination nationale : un des instruments les plus importants pour réunir des groupes de parties prenantes afin de faire avancer l'EDD a été la mise en place d'instances nationales de coordination. En partageant le processus de mise en œuvre de l'EDD avec un éventail d'intérêts, ces mécanismes de coordination ont servi à informer et améliorer la politique du gouvernement, à mobiliser des actions avec des acteurs du secteur privé et de la société civile et à garantir une plus grande probabilité de réaliser les objectifs de l'EDD.

Encadré 5.4.1 : Allemagne – Coordination efficace pour la mise en œuvre de l'EDD

En Allemagne, alors que les politiques éducatives sont essentiellement formulées dans 16 états (Länder), la coordination des parties prenantes pour l'EDD se fait à travers le Comité national pour l'éducation en faveur d'un développement durable créé en 2004 par la Commission allemande pour l'UNESCO, avec le soutien du ministère fédéral de l'éducation et de la recherche. C'est une instance consultative composée de 30 parties prenantes venant de secteurs différents. Elle a pour tâche de fixer les priorités stratégiques du processus de mise en œuvre et d'assurer le plaidoyer politique en faveur de l'EDD. Une table ronde de la DEDD travaille avec le comité national, composée de plus de 100 parties prenantes venant de la politique, du secteur privé et de la société civile ainsi que des niveaux fédéral, de l'état et de la municipalité. Cette coordination a permis de créer une passerelle entre les décideurs dans les ministères et les parties prenantes sur le terrain. L'adoption réussie de l'EDD peut en grande partie être attribuée à l'efficacité de la coordination nationale (par exemple une recommandation en faveur de l'EDD dans les écoles a été adoptée par la Conférence permanente des ministres de l'éducation et des affaires culturelles). La structure générale s'est avérée si efficace que d'autres pays l'ont prise comme exemple.

Source : Commission allemande pour l'UNESCO (2013) ; Q GME Allemagne, EM.

Encadré 5.4.2 : Chine – Coordination efficace pour la mise en œuvre de l'EDD

En Chine, le Comité national de travail pour le projet de l'UNESCO sur l'EDD (CNWCESD) a été actif tout au long de la DEDD, favorisant la promotion de l'EDD à tous les niveaux du gouvernement et des établissements d'enseignement. L'accent sur l'EDD a été intégré dans les plans nationaux à moyen et long termes pour la réforme et le développement de l'éducation (2010 – 2020). Ceci indique que l'EDD est devenue un élément nécessaire de la politique nationale d'éducation. Ce plan décennal présente les objectifs des réformes éducatives de la Chine qui sont de promouvoir l'égalité de l'accès à l'éducation, d'améliorer la qualité et de développer les capacités de développement durable.

Source : Q SEM Chine, EM ; Han (à paraître).

L'importance des processus nationaux multipartites se remarque également dans les pays où des approches différentes ont été adoptées. En Afrique du Sud par exemple, les processus EDD se sont développés et ont évolué à partir de la base avec une communauté fortement axée sur la pratique et qui a une bonne connaissance et une bonne expérience du soutien à l'apprentissage actif, œuvrant en faveur de l'évolution de l'éducation et de l'environnement à travers des modifications dans le programme d'enseignement. Mais en dépit de quelques succès au niveau de l'intégration dans les diverses politiques et stratégies, l'absence d'une instance nationale de coordination et de stratégie a fait obstacle à la mise en œuvre et à l'adoption de l'EDD (UNESCO, 2013h).

Dans de nombreux pays, ces mécanismes de coordination nationale se sont avérés être des instruments importants pour faire avancer la politique et la pratique de l'EDD.

Rôle des commissions nationales pour l'UNESCO : les Commissions nationales pour l'UNESCO sont créées par les Etats membres pour établir une connexion entre les organisations de l'éducation, de la science de la culture, et de la communication dans leur pays et le travail de l'UNESCO. Il existe à ce jour 199 commissions nationales pour l'UNESCO dans le monde.

Les commissions nationales ont joué un rôle actif dans la DEDD en fournissant une plate-forme pour l'engagement du secteur. Dans certains cas comme au Sénégal, la Commission nationale a servi de point focal national officiel pour l'EDD et a contribué activement à la programmation de l'EDD. La Commission nationale du Sénégal a contribué à l'EDD au niveau international et à travers sa participation aux réunions de Dakar en 2008 sur le Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la DEDD. En Europe, la Commission nationale du Royaume-Uni a joué un rôle important dans la promotion, le suivi et l'évaluation des progrès de l'EDD au Royaume-Uni, identifiant « de futures opportunités pour accroître le rôle essentiel de l'éducation et de l'apprentissage dans la poursuite d'un avenir plus durable » (CN, Royaume Uni, 2013).

Les commissions font également office d'agences de consultation, de liaison et d'information, mobilisant et coordonnant les partenariats avec les parties prenantes nationales, notamment la société civile. À travers leurs pouvoirs de rassemblement, elles ont pu réunir les nombreux et divers acteurs nécessaires pour réorienter les systèmes d'éducation, générant une plus grande sensibilisation et participation à la DEDD.

Les centres régionaux d'expertise en EDD : lancés et coordonnés par l'UNU – IAS en guise de contribution à la DEDD, ils constituent un exemple important de modèle multipartite au niveau local pour l'EDD. Au nombre de 7 en 2005, les CRE se sont multipliés et sont aujourd'hui 129 ; ils sont présents dans toutes les régions du monde ; le réseau sert de plate-forme innovante pour le partage d'informations, l'action et le dialogue. Lors de la décennie, les CRE ont fait des recherches sur les thèmes de débat sur le développement durable, le renforcement des capacités des éducateurs et d'autres, et ont apporté un soutien stratégique au processus de réorientation des systèmes d'éducation à travers la communication, la levée de fonds et l'engagement auprès des décideurs.

Encadré 5.4.3 : CRE – Faire avancer l'EDD au niveau local

Le Centre régional d'expertise du Grand Sendai (RCEGS) à Miyagi au Japon, est un des pionniers des CRE. Créé en 2005, avec l'Université d'éducation de Miyagi comme partenaire principal, le RCEGS veut s'attaquer au développement régional durable à travers l'éducation et l'apprentissage à Sendai, avec son 1 million d'habitants, dans la cité rurale du Tajiri et la ville côtière de Kesenuma. Le RCEGS se penche sur la production et la consommation durables et la redynamisation de la communauté à travers une participation publique multipartite à des forums, des discussions d'experts, des symposiums, des conférences, des groupes de réflexion, des groupes d'études, des foires et des festivals. La force du modèle des CRE repose sur leur flexibilité à s'adapter au contexte local et à la culture locale et à pleinement associer une série de personnes venant de secteurs différents pour agir et se pencher sur les défis locaux du développement durable.

Source : Wals (2014).

Approches multipartites aboutissant à une refonte de l'ensemble du système

Au cours de la DEDD, il y a eu une évolution vers une refonte plus fondamentale des principes et hypothèses clés qui sous-tendent les systèmes dans lesquels l'EDD devait être intégrée ou amplifiée. L'émergence d'approches « tout l'établissement » dans les écoles, l'EFTP et les établissements d'enseignement supérieur montrent que le meilleur moyen de réaliser des progrès importants en faveur de la durabilité est d'avoir des acteurs multiples qui s'engagent dans la refonte de l'ensemble du système. Une telle refonte exige non seulement un leadership visionnaire, un réseautage social, de nouvelles formes de recherche et des niveaux de participation élevés, mais également l'introduction et le soutien d'une forme interactive intégrée et critique de l'apprentissage dont l'apprentissage social multipartite est un exemple.

On peut trouver des partenariats et des approches d'apprentissage social à tous les niveaux de l'éducation et dans tous les types d'éducation. Par exemple, une étude rapide de 446 écoles UNESCO à ASPnet au Japon (essentiellement des écoles primaires et secondaires) par le ministère de l'éducation a constaté que la majorité d'entre elles (60 %) étaient impliquées dans des efforts pour renforcer les partenariats avec d'autres écoles et parties prenantes locales dans l'EDD, et un tiers (35 %) indique également une plus grande implication des écoles et de leur communauté, jouant « un rôle plus actif dans la société locale » (Ichinose, 2014).

Les approches multipartites se sont révélées essentielles pour réorienter l'EFTP vers le développement durable. L'approche multipartite d'une évolution de l'ensemble du système est particulièrement évidente dans la réorientation de l'EFTP. Pour préparer la jeunesse et les adultes à travailler dans des entreprises nouvelles et réorientées qui soutiennent le développement durable d'économies plus soucieuses de l'environnement, il faut une harmonisation des intérêts et une coordination entre les besoins de l'industrie, des ministères de l'éducation et les écoles EFTP.

Encadré 5.4.4 : la Concertation de Grenelle – Une approche multipartite pour l'EFTP au service du DD

La concertation de Grenelle en France a rassemblé des entreprises, des représentants du gouvernement et des institutions de formation en réponse à la difficulté des entreprises à recruter un personnel technique qualifié pour travailler dans les industries exigeant de nouvelles compétences soucieuses de l'environnement. Travaillant de concert, tous les secteurs ont contribué à : identifier les professions concernées, définir les besoins de formation et créer des voies de formation et de qualification pour permettre la reconnaissance des compétences professionnelles, évaluer la formation initiale et l'apprentissage tout au long de la vie pour créer un système de référence des professions et compétences concernées ; un soutien au recrutement et à la formation pour aider les personnes à la recherche d'emploi à répondre aux exigences des nombreux emplois offerts et promouvoir et développer une éthique de croissance soucieuse de l'environnement.

Source : OIT et CEDEFOP (2010, p.22).

Pendant la DEDD, les approches 'toute l'école' ont également permis de voir comment les interactions avec les diverses parties prenantes sociales peuvent influencer l'évolution du système à divers niveaux. Les enseignants individuels, les élèves, les administrateurs, les parents et les membres des organisations communautaires apprennent tous lors de l'évolution de l'ensemble de l'école vers la durabilité. Simultanément, l'école en tant qu'organisation apprend aussi car elle devient plus réceptive aux relations communautaires et mieux à même de faire le lien entre le fonctionnement de l'école et le programme d'enseignement. Finalement, l'ensemble du système d'éducation, l'apprentissage et l'engagement communautaire évoluent également comme les interactions entre les acteurs, entre l'école et la communauté, entre le programme et le souci environnemental de l'école qui sont reconfigurées pour se renforcer mutuellement (Hargreaves, 2008).

Le succès des approches collaboratives reste encore à mesurer

Une grande partie des réalisations de la DEDD se sont concrétisées à travers des réseaux de partenariats, et pourtant, les Nations unies et les autres parties prenantes notent que ces efforts étaient souvent limités par leurs propres capacités à travailler en coopération avec chacun et avec les partenaires sur le terrain. Même si des accords généraux de coopération à travers des partenariats avaient été conclus, les experts interviewés pour le rapport indiquaient que les capacités et les ressources des partenaires au niveau local n'étaient souvent pas suffisantes pour leur permettre une participation efficace, notamment leurs capacités à utiliser et diffuser le contenu fourni par les Nations unies et les autres partenaires, ou à associer les parties prenantes locales à l'évolution des systèmes. Comme le dit l'ancienne République yougoslave de Macédoine, cette absence de capacités pour assurer « la participation active des parties prenantes (secteur des entreprises, ONG, médias et pouvoirs locaux) » (Q Ancienne république yougoslave de Macédoine, EM) fait partie des défis relevés par les états.

Encadré 5.4.5 : PREE de la CDAA – Faire le lien entre la politique et la pratique en faveur du DD

Le Programme régional d'éducation environnementale de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (PREE CDAA) montre comment un partenariat multipartite pour l'éducation peut être conçu pour se pencher sur les défis partagés de la durabilité dans une région. Le PREE CDAA a été mandaté pour trouver des réponses fondées sur l'apprentissage aux problèmes importants de durabilité de l'Afrique australe (par exemple la gestion des ressources naturelles, la sécurité alimentaire, la pauvreté, le changement climatique et la gestion des déchets). Le programme associe des groupes de parties prenantes de 15 états membres de la CDAA depuis les décideurs, chercheurs universitaires, formateurs, concepteurs de programme, jusqu'aux entrepreneurs. Une évaluation externe (2012) du PREE CDAA couvrant ces 15 années de travail sur l'EE et l'EDD en Afrique australe a constaté qu'un processus multipartite qui associe toutes les parties prenantes de l'éducation contribue à : des liens plus solides entre la politique et la pratique ; des réseaux d'apprentissage et d'action au sein de la région et entre la région et la communauté internationale ; et des processus de recherche et d'innovation en EDD.

Source : Mukute et al. (2012).

En dépit d'une série d'exemples de plus en plus nombreux suggérant que les processus multipartites peuvent avoir une influence importante sur la politique et la pratique de l'EDD, dans le cadre d'un engagement réussi et de capacités à participer existantes, les données sur les facteurs nécessaires au succès et l'impact des partenariats EDD restent limitées. L'Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie est actuellement engagé dans un programme pluriannuel de recherche sur l'institutionnalisation de l'éducation pour le développement durable à travers le réseautage – une analyse empirique des partenariats d'apprentissage entre les écoles et les entreprises (2011 – 2014). Wuppertal a à juste titre constaté que si le rôle des réseaux et des partenariats pour étendre et institutionnaliser l'EDD a été mis en lumière pendant la DEDD, il n'existe que quelques initiatives de recherche théorique et empirique sur l'efficacité de ces réseaux. Le projet analyse actuellement la manière dont émergent les réseaux EDD, comment ils réussissent et le potentiel de transfert de l'EDD qu'ils proposent (Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie, 2014). Les travaux de l'Institut Wuppertal sur les facteurs de succès de l'EDD dans les partenariats et l'efficacité des partenariats à promouvoir et à adopter l'EDD seront particulièrement importants dans les processus de l'après DEDD (Institut Wuppertal pour le climat, l'environnement et l'énergie, 2014).

Les processus d'apprentissage social renforcent les activités multipartites

Notre compréhension du processus multipartite et de l'apprentissage social évolue encore, et nous pourrions constater que l'apprentissage social est un élément essentiel au succès des approches multipartites et en même temps un résultat important de celles de-ci. C'est dans le contexte de l'apprentissage social multipartite que les personnes apprennent les unes des autres et deviennent collectivement plus innovantes et plus résilientes. Elles sont ainsi mieux à même de trouver des solutions, de supporter des revers, de faire face à l'insécurité, la complexité et les risques. Ces processus d'apprentissage permettent de peaufiner les actions actuelles (optimisation et efficacité améliorées) ou de repenser ces actions globalement (refonte du système et transitions) (Peter et Wals, 2013). Outre le fait qu'il permet des résultats innovants sur des défis immédiats, l'apprentissage social crée également les compétences pour se pencher sur d'autres défis. Comme l'indiquait une partie prenante de Hongrie, « la promotion d'un apprentissage interdisciplinaire multipartite, participatif qui favorise la pensée critique, le dialogue, la tolérance et qui aboutit au développement de compétences, d'un comportement citoyen proactif et de valeurs et qui valorise le développement durable, est une nécessité » (GM centre régional environnemental pour l'Europe centrale et de l'Est, PPC).

L'environnement en ligne pour la mise en réseau et les partenariats a beaucoup multiplié les interactions et permis à des réseaux de se former plus rapidement autour de préoccupations politiques communes, permettant d'atteindre mieux encore des groupes multipartites et de promouvoir l'apprentissage social. Les parties prenantes qui n'avaient peut-être pas la possibilité d'échanger dans le passé peuvent maintenant ajouter leur voix assez facilement et accroître la portée, la richesse et l'efficacité potentielle du débat (UNESCO, 2012a). Plus récemment, la participation en ligne de groupes multipartites aux débats Rio + 20 et ceux sur l'après 2015 constituent de bons exemples d'élaboration de politique à travers un apprentissage social pour un développement durable appuyé par les TIC.

Ceux qui travaillent dans le domaine des TIC 4D (technologies d'information et de communication pour le développement) et WSIS action lines (Sommet mondial pour la société de l'information) ont une grande connaissance du déploiement des outils TIC pour une plus large participation à l'élaboration de la politique et la gouvernance. Leurs expériences montrent qu'en ligne, les mécanismes sociaux fondés sur les médias peuvent s'avérer puissants pour mobiliser des groupes et des voix à travers le monde. Cependant, les problèmes d'inclusion, de confiance, de participation et d'identification de résultats tangibles découlant de l'interaction prévalent autant en ligne que dans les échanges face à face (Willard, 2009 ; Creech, 2012 ; Booth, 2012). Dans le cadre du renforcement des pratiques de partenariat la communauté EDD devrait également étudier les bonnes pratiques d'utilisation de la consultation et de l'engagement multipartites.

Implications pour les actions futures

Une analyse des principales leçons apprises par les Etats membres révèle que près de la moitié (43%) des personnes ayant répondu ont constaté qu'une mise en œuvre efficace de l'EDD exige l'engagement de nombreux acteurs. Cela sera essentiel pour l'avenir de l'EDD pour développer davantage, opérationnaliser et multiplier les partenariats et les réseaux aux niveaux local, national et mondial qui facilitent l'apprentissage et la mise en œuvre multipartite pour un développement durable.

Encadré 5.4.6 : Actions proposées

- **Promouvoir et renforcer le maintien des groupes nationaux de coordination.** Avoir une instance de coordination centrale au niveau national qui peut assurer la coopération avec toutes les parties prenantes et superviser une stratégie EDD cohérente continuera à être important pour une mise en œuvre efficace de l'EDD dans la période post - DEDD.
- **Améliorer la compréhension des rôles de groupes de parties prenantes.** Il faut tirer des enseignements de tous les exemples de contributions à l'EDD apportées par les nombreuses parties prenantes pendant la DEDD – en particulier, les contributions du secteur privé et de la société civile aux écoles et aux communautés – pour mieux comprendre et renforcer les rôles et responsabilités partagées entre les parties prenantes de l'EDD.
- **Entreprendre une recherche sur les mécanismes opérationnels du réseautage et les partenariats dans l'EDD.** Si beaucoup a été écrit sur la pratique du réseautage dans les domaines de la politique de développement durable, une étude de ces pratiques dans l'EDD permettrait de transférer les leçons et de s'assurer que l'on profite de tous les avantages de la coopération pour appuyer les objectifs plus larges de durabilité. Il est également nécessaire de mener une recherche plus approfondie sur le processus d'apprentissage social multipartite, avec des méthodologies innovantes pour comprendre l'apprentissage réalisé aux divers niveaux, et mieux comprendre la manière dont cet apprentissage contribue à la durabilité.
- **Renforcer les capacités à travailler en partenariat et faciliter l'apprentissage social multipartite.** Les formateurs et les éducateurs jouent un rôle important en favorisant les interactions, établissant des liens et intervenant dans le cadre de mécanismes multipartites. Le renforcement des capacités pour faciliter l'apprentissage à travers les partenariats, notamment la manière de gérer ces processus dans les environnements en ligne, ainsi que le développement de stratégies et d'outils adéquats de suivi et d'évaluation, sera essentiel dans les années à venir.

Une réponse adéquate aux défis de durabilité ne peut se limiter à des perspectives, des disciplines ou des moyens de savoir uniques. Les approches multipartites s'avèrent importantes pour établir des passerelles entre les différents groupes de la société, favoriser l'avancement de l'EDD et réorienter les systèmes d'éducation. Dans les années qui suivront la DEDD, ces mécanismes pourront contribuer à l'apprentissage social, aider les institutions et les citoyens à faire face à la complexité, la controverse et l'incertitude, tout en leur donnant des moyens d'action et en les dotant des capacités pour préserver le bien-être de la planète.

DRAFT





Chapitre 6

Avenir de l'EDD

Chapitre 6 : Avenir de l'EDD

6.1. Amplifier l'action

La principale leçon que nous avons apprise c'est que l'EDD peut améliorer la vie sur terre.

– (Partie prenante clé, Liban, réponse au questionnaire)

Avec l'appui grandissant en faveur de l'éducation, notamment de l'EDD en tant que composante essentielle de l'Agenda post-2015, le secteur de l'éducation a maintenant la possibilité de resserrer ses liens avec la communauté du développement durable pour préparer les citoyens à construire des sociétés viables, respectueuses. La durabilité implique une réorientation de l'éducation au-delà d'une simple préparation à la vie économique pour aller vers une éducation pour le bien-être et une économie, une écologie et une société plus durables. Au terme de la DEDD, et au début du Programme d'action globale pour l'EDD, il est maintenant possible d'harmoniser pleinement les intérêts et les actions en vue d'accélérer, d'amplifier et de renforcer la transformation de l'éducation pour l'adapter au monde d'aujourd'hui.

La demande en faveur d'une EDD se manifeste actuellement à divers niveaux : les Etats membres se sont engagés en faveur de l'EDD en tant que conclusion de Rio+20 et ont proposé d'intégrer un objectif éducatif dans le document final sur les ODD. Les chefs d'entreprise pensent également que l'Agenda post-2015 doit considérer l'éducation comme une voie pour préparer la prochaine génération de citoyens, d'employés et d'entrepreneurs pour l'avenir, avec une compréhension exhaustive du développement durable (PMNU, 2013b, p.8). Cependant, au niveau national, il faudra œuvrer encore davantage pour passer des engagements en faveur de l'EDD à une mise en œuvre plus large de l'EDD qui soit une priorité pour les Etats membres¹.

Tout au long de la DEDD, le gouvernement, les parties prenantes et l'agence des Nations unies ont largement réagi au niveau mondial jusqu'au niveau local. Mais si beaucoup a été fait pour faire avancer l'EDD, les progrès sont inégaux et la plupart des Etats membres insistent sur le fait qu'il est nécessaire d'œuvrer davantage pour permettre une mise en œuvre complète. Alors que beaucoup reconnaissent maintenant que les principes EDD sont au cœur de l'objectif d'éducation, il reste à procéder à une transformation complète des systèmes éducatifs. Les efforts futurs devront chercher à intégrer le développement durable dans l'ensemble des systèmes éducatifs, plutôt que de le considérer comme s'ajoutant à des approches existantes. Créer une masse critique de formateurs, de directeurs d'école et de décideurs pour développer et faire avancer la pratique éducative en direction de l'EDD sera essentiel pour cette transformation.

Les leçons tirées de la recherche, des consultations, du pilotage de matériel, des projets de démonstration et des ateliers de renforcement des capacités devront être utilisées à plus grande échelle dans la politique et la pratique de l'EDD. Cependant, il ne faut pas sous-estimer la complexité qu'impliquent l'amplification et la reproduction d'un exemple réussi. Les efforts pour faire progresser l'EDD devront tenir compte du contexte : ce qui fonctionne pour amplifier l'EDD dans une école locale de district au Kenya par exemple peut être très différent de ce qui sera nécessaire pour élargir les systèmes de l'EFTP en Europe. Il se peut que dans certains cas, les initiatives fonctionnent mieux parce qu'elles s'appliquent à un contexte très local et qu'elles ne soient gérables qu'en tant que petites interventions.

¹ Basé sur les interviews des principaux informateurs et la correspondance avec l'Unesco, 30 janvier 2014

Les discussions sur « l'amplification » et la « reproduction » dans le développement au niveau international nous rappellent que « l'amplification » exige des conditions politiques et institutionnelles propices. Entre autres : l'accès à un soutien financier, technique et politique (Alvord et al, 2002) ; une politique favorable, des cadres juridiques et réglementaires et une meilleure coordination de la politique (Basu et Srivasta, 2005) ; ainsi qu'un éventail de capacités incluant une planification détaillée, de bons systèmes pour partager et dispenser les connaissances, et des incitations pour les parties prenantes (Binswanger et Aiyar, 2003 ; Mansuri et Rao, 2004 dans Creech).

Dans le monde complexe et interdépendant d'aujourd'hui, les efforts pour amplifier l'EDD devront prévoir une planification collective pour avoir un impact. Capitalisant sur la compréhension croissante des partenariats multipartites dans l'EDD, l'accent devrait maintenant être mis sur la réalisation d'un « impact collectif » à travers des processus structurés, des rôles attribués et des actions harmonisées qui se renforcent mutuellement chez les acteurs, des cadres partagés de mesure des performances, une coordination et une communication continue permanente (Kania et Kramer, 2011).

Ceci suggère que dans les années à venir, le programme d'action globale devra voir comment soutenir et accroître l'appui politique à l'EDD et renforcer les capacités nécessaires au développement de la politique, à la coordination et la planification d'un impact collectif. Il faudra veiller à ce que les systèmes devront veiller particulièrement à suivre et recueillir les leçons apprises et les processus en vue d'un plus large partage des connaissances entre les parties prenantes sur ce qui fonctionne dans différents pays. **La diffusion des connaissances – la capacité à élaborer des idées transposables qui tiennent compte des capacités et des contextes nationaux et locaux – est essentielle à l'amplification** » (GNNCSDS, 2013). Sans soutien politique, la politique et la planification collective ainsi que l'appui au système de connaissance, et la mise en œuvre à une échelle suffisante seraient fragmentés et plus lents à réaliser.

Les Etats membres dans chaque région fortement encouragés par l'élan créé par la DEDD pensent que la DEDD a ouvert une voie pour poursuivre ce travail essentiel sur le long terme. Les Etats membres voient notamment la nécessité de poursuivre les efforts et sont engagés dans un nouveau programme de travail dans le cadre du PAG. Comme le dit la Namibie : « Nous sommes très optimistes concernant les évolutions futures dans le domaine de l'EDD, et les différentes parties prenantes travaillent dur pour réaliser cette mission » (Q MSE Namibie, EM). L'Uruguay salue ' l'arrivée d'une nouvelle décennie de travail dans ce domaine, avec une autre interprétation locale de l'EDD, pour offrir une meilleure qualité de vie à chaque citoyen de notre pays' (QMSE Uruguay, EM), et la Mongolie « soutient pleinement la poursuite de cette voie après 2014 pour une action mondiale sur l'EDD; elle permettra de voir qu'à travers l'éducation qui est la clef de tout, nous pourrions faire la différence ! » (Q MSE Mongolie, EM).

La DEDD a réussi à accroître la sensibilisation à l'EDD et à renforcer la compréhension des parties prenantes à travers des projets pilotes, des efforts de renforcement des capacités, des partenariats et des réseaux. Ceci a abouti à l'application des enseignements tirés et à des transformations dans la politique et la pratique. Cependant, en dépit de cette base d'engagement, de connaissances et de bonnes pratiques, des Etats membres comme le Chili, la Lettonie et d'autres reconnaissent qu'il leur faudra plus d'une décennie pour permettre une pleine sensibilisation à l'EDD (QMSE Chili, EM) et pour opérationnaliser la réorientation des systèmes éducatifs (QMSE Lettonie, EM).

Bien que cela représente déjà 10 années de travail, il est nécessaire de poursuivre cet effort pour encourager les meilleures pratiques et favoriser des projets de coopération plus productifs et positifs dans ce domaine.

– (QMSE Portugal, EM)

Reconnaissant la nécessité de maintenir l'élan en faveur de l'EDD, les Etats membres de l'Unesco ont adopté le PAG avec une première phase de cinq ans de travail continu sur l'EDD. Le PAG sera lancé lors de la Conférence mondiale de l'Unesco sur l'EDD en novembre 2014 à Aichi-Nagoya au Japon.

Sur la base des consultations avec les Etats membres et des conclusions des rapports S&E de la DEDD, cinq domaines d'actions prioritaires ont été identifiés dans le PAG afin de :

- renforcer l'éducation dans la politique de développement durable et le développement durable dans la politique d'éducation ;
- transformer les contextes d'apprentissage et de formation ;
- renforcer les capacités des éducateurs et des formateurs ;
- mobiliser les jeunes et leur donner des moyens d'action ; et
- élaborer de plus en plus de solutions durables au niveau local.

Les leçons apprises et les défis identifiés dans le rapport final ont inspiré les actions suggérées qui sont proposées – que l'on trouve tout au long de ce rapport – pour faire avancer la politique et la pratique de l'EDD. Ces actions suggérées ont été intégrées ci-dessous dans chacune des priorités concernées du PAG.

Domaine prioritaire un : renforcement des politiques

La cohérence politique est essentielle pour permettre l'évolution systémique vers un développement durable. Au niveau mondial, les décideurs devraient maintenir l'élan de la DEDD en faveur de l'EDD et obtenir l'alignement sur les objectifs mondiaux en faveur d'un développement durable. Au niveau régional, il faudrait intensifier l'engagement avec les agences régionales et l'élaboration de programmes régionaux et sous-régionaux. Ceci renforcera les cadres mondiaux de l'EDD et garantira leur adaptabilité au contexte régional et sous-régional.

Au niveau national, il sera important d'intégrer l'EDD dans les structures institutionnelles de base des systèmes éducatifs pour faire face aux défis existants et émergents de l'EDD. Favoriser la cohérence politique entre les objectifs nationaux de DD et le système éducatif devrait être soutenu par des mécanismes de coordination interdépartementale renforcés et le renforcement du soutien politique à la réorientation des systèmes. Ceci s'avérera particulièrement important dans l'EFTP, car une réorientation sera nécessaire pour faire face à la demande de compétences et de capacités pour créer des économies plus vertes. De même, la réduction des risques de catastrophes, le changement climatique, la biodiversité, les stratégies et plans nationaux de consommation et de production durables devraient également considérer l'EDD comme un moyen de mise en œuvre.

D'autres niveaux de l'éducation sont face à des défis de politique uniques qui doivent également être abordés. Ils englobent : le renforcement d'une fourniture EPPE de qualité qui reconnaît l'EPPE comme la base du développement durable ; une flexibilité dans la politique curriculaire qui permettrait aux écoles primaires et secondaires d'élaborer un contenu et des projets pertinents sur le plan local ; la coordination complexe de l'évolution vers l'EDD dans l'enseignement supérieur, impliquant les directeurs de l'enseignement supérieur, les autorités nationales de l'enseignement supérieur, les intérêts du secteur privé et les élèves ; et la fourniture d'un apprentissage pour les adultes et d'opportunités d'éducation non formelle en conformité avec le développement durable. **Il faudra également porter une attention constante au renforcement des capacités des décideurs à développer et mettre en œuvre une série d'instruments politiques, depuis les approches mandatées (lois, normes, directives) jusqu'aux voies politiques non contraignantes qui engagent, informent et soutiennent les parties prenantes.** Notamment, dans les pays en développement, des instruments politiques tels que le financement, le développement de l'infrastructure et le soutien aux capacités seront nécessaires pour renforcer les systèmes éducatifs en faveur d'un soutien au développement durable.

Institutionnaliser l'EDD exigera un leadership politique solide et la création d'un environnement propice à l'EDD à travers une évolution de la politique. Elle exigera aussi un investissement du personnel et des ressources financières pour mettre en œuvre et appuyer le changement.

Domaine prioritaires deux : transformation des contextes d'apprentissage et de formation

Education formelle

A tous les niveaux et dans tous les types d'éducation, la transformation du programme devrait aller plus loin, impliquant un contenu et des pratiques d'apprentissage plus pertinents par rapport à l'EDD. Les écoles, l'EFTP et les EES doivent aller au-delà de la fourniture de cours individuels et de la formation de spécialistes pour s'assurer que tous les élèves ont les connaissances, les attitudes et les capacités de répondre aux défis de durabilité tout au long de leur vie professionnelle et personnelle.

Les approches « toute l'école » qui exigent que les installations EPPE, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur planifient et entreprennent des actions en faveur d'un développement durable, promettent d'inculquer non seulement des connaissances mais également les perspectives et attitudes fondamentales pour apprendre à vivre et à travailler durablement. La participation des élèves sera essentielle pour amplifier les approches toute l'école, car ce sont des méthodes hautement efficaces pour inscrire les questions de durabilité dans l'expérience quotidienne des élèves. La recherche, la documentation et le partage d'expériences seront essentiels pour renforcer les approches toute l'école pour l'EDD, notamment pour l'EPPE, l'enseignement primaire et secondaire et l'EFTP. La communauté de l'enseignement supérieur enregistre des progrès importants au niveau de l'intégration de la durabilité dans les programmes scolaires, l'enseignement, la recherche, les opérations et les relations communautaires – et le partage de ces leçons à travers divers mécanismes de rapports. Cependant, **réaliser une approche « toute l'école » exigera un leadership et un apprentissage par les pairs dans l'ensemble des établissements afin de maintenir l'élan.**

Enseignement non formel, sensibilisation du public et formation

Dans le monde du travail, qu'il s'agisse du secteur public ou privé, des efforts doivent être faits pour promouvoir une culture et des principes de durabilité en tant qu'activité d'apprentissage tout au long de la vie qui se poursuivra au-delà de l'éducation formelle, dans la vie professionnelle quotidienne. On voit émerger cette culture dans le secteur privé. Ici, l'environnement d'apprentissage est de plus en plus axé sur les cours de courte durée et la formation sur le lieu de travail, ainsi que des sessions d'apprentissage entre pairs. Dans ce contexte, les entreprises et l'industrie (et sans aucun doute également le secteur public) recherchent maintenant une éducation et une formation plus techniques pour la mise en œuvre de pratiques en rapport avec la durabilité, comme la faible teneur en carbone, la comptabilité des coûts totaux et les informations sur la durabilité. L'éventail de compétences doit également inclure des compétences d'analyse critique et de décision qui aideront les directeurs à faire face à la complexité et aux changements. **Une attention plus importante devra être portée à la conception de : (a) un apprentissage qui soutient une pratique tout au long de la vie de durabilité sur le lieu de travail et (b) un apprentissage qui répond aux besoins des secteurs privés et publics en matière de connaissances et de compétences EDD hautement ciblées.** Une attention plus importante devra également être portée au soutien aux entreprises de petite taille, de taille moyenne et aux micros entreprises pour renforcer leurs compétences en faveur de la durabilité au niveau local.

Domaine prioritaire trois : renforcer les capacités des éducateurs et des formateurs

Dans tous les domaines de l'éducation – depuis l'EPPE jusqu'à l'enseignement supérieur et la formation sur le lieu de travail –, il est nécessaire d'aider les éducateurs à comprendre comment intégrer l'EDD dans les activités d'enseignement et d'apprentissage. Dans l'EPPE, les parents et les soignants, en leur qualité partagée d'éducateurs, devraient être soutenus davantage pour aider les enfants à découvrir et à bâtir un monde plus durable. Dans

l'éducation formelle, la mise en œuvre du programme d'EDD exigera une meilleure compréhension des compétences pour l'EDD, le renforcement des capacités chez les concepteurs de programmes scolaires, les directeurs d'école et les enseignants, et des mécanismes pour favoriser le partage de connaissances entre les éducateurs et les formateurs à tous les niveaux. **Une attention particulière doit être apportée aux instituts de formation des enseignants, afin d'institutionnaliser l'EDD dans la politique, le travail, les programmes diplômants, l'accréditation et les normes de certification.** Dans les contextes non formels, les formateurs travaillant dans le secteur privé tireront avantage d'un contenu rigoureux et de normes de qualité pour les programmes de formation qu'ils offrent. Ils devront suivre un éventail de besoins, depuis l'introduction générale aux pratiques de durabilité et de responsabilité sociale d'entreprise, jusqu'aux exigences techniques spécifiques portant sur l'étiquetage et la certification, l'efficacité énergétique, la triple comptabilité, et bien d'autres encore.

Domaine prioritaire quatre : mobiliser les jeunes et leur donner des moyens d'action

Les leçons de l'EPPE nous rappellent que même les enfants les plus jeunes peuvent jouer un rôle pour influencer leur communauté en fonction de leur apprentissage. Les programmes d'EPPE, dans l'éducation primaire et secondaire, l'EFTP et l'enseignement supérieur qui reconnaissent les jeunes en tant qu'agents du changement et parties prenantes de leur propre avenir devraient être renforcés. **Les approches holistiques qui sont intégrées dans l'apprentissage communautaire et le fait de redonner à la communauté sont très prometteuses pour l'ensemble des niveaux éducatifs.**

Les étudiants dans l'enseignement supérieur commencent à rechercher le développement durable non seulement en tant que matière étudiée, mais également comme quelque chose qui serait pratiqué dans le fonctionnement de leur collège/université. Il faut un engagement plus important auprès des groupes d'étudiants, et travailler avec eux à la transformation des systèmes d'enseignement supérieurs.

Les jeunes qui n'ont pas bénéficié du système formel d'éducation ou qui n'en font plus partie devraient également être reconnus, engagés et autonomisés à travers des processus d'éducation non formelle et informelle qui les aideront à s'impliquer pleinement dans la construction de sociétés plus durables.

Domaine prioritaire cinq : élaborer de plus en plus de solutions durables au niveau local

Le renforcement des capacités des directeurs et des administrateurs des systèmes scolaires locaux permettra d'ancrer l'EDD dans les contextes locaux. Les autorités municipales locales devraient être encouragées à travailler directement avec les écoles locales et les établissements d'enseignement supérieur, associant les étudiants à la recherche de solutions locales de durabilité. Pour que cela puisse se produire, il sera nécessaire de mener une recherche plus approfondie sur les mécanismes et l'efficacité de l'engagement école communauté et université communauté. **La formation et la sensibilisation du public à la durabilité au niveau de la municipalité locale permettra aux autorités locales d'accroître les capacités du personnel et de plus pleinement associer les citoyens aux actions locales.**

Les OSC ainsi que les gouvernements jouent un rôle important dans l'appui à l'enseignement formel à travers des activités non formelles, et l'accroissement de la sensibilisation du public au niveau local. Le rôle des OSC et d'autres partenaires au niveau local devrait être reconnu, et leur soutien obtenu à travers des coopérations multipartites axées sur l'impact local. Un autre élément de pression important pour accélérer la durabilité au niveau local sera la formation des praticiens des médias à la couverture de questions relatives au développement durable afin d'informer le public des défis, opportunités et solutions au niveau local.

6.2. Mesurer les progrès futurs

Lors de la DEDD, la tendance était de mesurer des intrants tels que le développement de stratégies, plans, mécanismes de coordination et ressources, ainsi que les résultats intermédiaires comme les évolutions de la politique et des programmes d'enseignement. Il est difficile d'évaluer si cela a abouti au changement attendu sur le plan des acquis de l'apprentissage, ou si les apprenants contribuent maintenant à la durabilité de leur communauté et de leur nation. Les efforts de S&E qui évaluent les résultats de l'EDD et les efforts qui cherchent à réorienter les systèmes éducatifs restent au terme de la DEDD un des défis les plus persistants qui reste à régler.

Il est reconnu que les cadres de S&E sont particulièrement difficiles car ils demandent à être contextualisés. Les Etats membres interprètent l'EDD de manière différente et sont à divers stades d'avancement et de mise en œuvre. Les défis en matière de durabilité qui se posent à chaque pays varient également, ce qui signifie que les besoins de connaissances et de compétences spécifiques pour répondre aux priorités nationales varient également. Une des défis est la nécessité de mieux comprendre les compétences EDD. (C'est-à-dire, quels sont les niveaux de connaissances et de compétences à atteindre à travers l'EDD).

Les expériences variées de ceux qui travaillent sur le S&E de l'EDD suggèrent qu'il est peut-être nécessaire d'évaluer les programmes et initiatives EDD à plusieurs niveaux. Les approches englobent : les évaluations à grande échelle des acquis de l'apprentissage, les évaluations nationales plus conformes aux priorités éducatives nationales ; les évaluations institutionnelles et dans le cadre des écoles pour améliorer la mise en œuvre et la fourniture de l'éducation ; et enfin le développement de pratiques d'évaluation formative pour permettre aux enseignants d'évaluer des pratiques pédagogiques spécifiques en classe.

Comme les mécanismes de S&E font déjà partie des systèmes d'éducation internationaux, nationaux, provinciaux et locaux, on pourrait envisager de renforcer l'EDD dans les systèmes S&E actuels, comme les évaluations à grande échelle des étudiants, pour donner une image plus exhaustive des acquis de l'apprentissage de l'EDD. Par exemple, Pisa en 2006, a intégré les aspects environnementaux de l'EDD ; et des progrès ont déjà été réalisés avec l'étude International Civic and Citizenship Education Study (ICCS), qui a élargi son champ sur la citoyenneté pour inclure les dimensions de l'environnement. Ces évaluations sont une contribution importante pour comprendre les acquis de l'apprentissage ; celle-ci est abordée plus amplement dans la section sur l'éducation primaire et secondaire. Une série d'études croisées dans le temps qui suivent les jeunes dans différentes régions/pays au moment où ils commencent à apprendre la durabilité, pour voir si cela modifie leur vie et leur contribution au monde dans lequel ils vivent, et comment, sera également importante pour permettre de mesurer les progrès de l'EDD.

L'engagement des praticiens en S&E dans les domaines de l'éducation et du développement durable sera également nécessaire pour élaborer des cadres PAG solides et des processus de S&E. Il faudra davantage de recherche, d'acquisition de connaissances et de partage des connaissances ainsi qu'une approche adaptée qui peaufine le processus et les indicateurs sur la base du retour d'informations des projets d'évaluation pilotes. En avançant, il sera également important d'inclure une évaluation des résultats de l'intégration de l'éducation dans les politiques de durabilité nationales.

6.3. Réflexions finales sur la DEDD

A la fin de l'année 2014, les plus grandes réalisations rapportées par les Etats membres ont été la mise en place de politiques EDD, la réorientation des programmes dans de nombreux domaines et à de nombreux niveaux de l'éducation, et le déploiement de nouvelles approches de l'apprentissage. Les cadres et outils de l'EDD ont été testés, des partenariats et des réseaux ont été mis en place, des documents ont été préparés et des capacités ont été développées. Tout au long des 10 années de travail acharné, toutes les parties prenantes travaillant de concert ont instauré une base solide pour faire progresser le développement durable à travers l'éducation et l'apprentissage.

Il est clair qu'il y a eu de nombreuses réalisations au cours de la DEDD ; cependant il reste encore beaucoup à faire. Amplifier ces efforts exige un des facteurs de succès les plus importants identifiés au cours de la DEDD, le leadership. En termes simples, le leadership dans et au sein des systèmes d'éducation sera essentiel pour soutenir les efforts et garantir l'adoption et l'application des objectifs de l'EDD. Cela signifie que le leadership aux niveaux mondial, régional, national et local sera nécessaire pour créer le climat organisationnel propice au changement, pour mettre en place des ressources pour assurer le changement et pour encourager l'ensemble des acteurs à faire des expériences, prendre des risques, apprendre et s'adapter pour mener les sociétés vers la durabilité. En outre, il faudra également des champions tant institutionnels qu'individuels pour réunir les parties prenantes dans le cadre d'actions collaboratives et pour poursuivre ces efforts dans les années à venir. Et enfin, tous les efforts doivent s'appuyer sur des données prouvant que réorienter l'éducation, la formation et la sensibilisation du public vers le développement durable contribuera effectivement à la réalisation des objectifs sociétaux en faveur de la durabilité.

Bibliographie

- AASHE. 2010. *Sustainability Curriculum in Higher Education: A Call to Action*. Denver, Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education.
- Abbas, K., Christie, I., Demassieux, F., Hayward, B., Jackson, T. et Pierre, F. 2013. Consommation durable et modes de vie ? Les enfants et les jeunes des villes. Dans *Rapport mondial sur les Sciences sociales*. Paris, UNESCO/Conseil International des Sciences Sociales (CISS).
- Ackbarally, N. 2013. Climate Change Teaches Some Lessons. Interpress Service News Agency. <http://www.ipsnews.net/2013/07/climate-change-teaches-some-lessons/> (consulté le 20 novembre 2013.)
- ACCU. 2012. Innovation Programme for ESD – Nepal/Non-formal Education (NFE). http://www.accu.or.jp/esd/projects/ip/ip01_nepal.shtml (consulté le 6 juin 2014.)
- AGENCIES. 2014. Education for all goals and education-related millennium development goals by 2015: BRICS. *The Free Press Journal*, 16 juillet 2014.
- Altbach, P. G. 2010. Trouble with numbers. <http://www.timeshighereducation.co.uk/features/trouble-with-numbers/413555.article> (consulté le 15 janvier 2014.)
- Alvord, S. H., Brown, L. D. et Letts, C. W. 2002. *Social Entrepreneurship and Social Transformation: An Exploratory Study*. Hauser Center for Nonprofit Organizations Working Paper No. 15. <http://ssrn.com/abstract=354082> (consulté le 18 juin 2014.)
- Amadio, M. 2013. A rapid assessment of curricula for general education focusing on cross-curricular themes and generic competences or skills. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4*.
- Anderson, A. 2013. Learning to Be Resilient Global Citizens for a Sustainable World. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4, Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous*.
- ASEAN. 2014. *ASEAN Environmental Education Action Plan 2014-2018*. Indonésie, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
- Australia Department of Education, Employment and Workplace Relations (DEEWA). 2009. *Belonging, Being & Becoming – The Early Years Learning Framework for Australia*. Canberra, Commonwealth d'Australie.
- Australia Department of the Environment, Water, Heritage and the Arts. 2010. *Evaluation of Operational Effectiveness of the Australian Sustainable Schools Initiative (AuSSI)*. Sydney, ARTD Consultants.
- Australian Children's Education and Care Quality Authority. 2012. National Quality Framework. <http://www.acecqa.gov.au/national-quality-framework> (consulté le 11 octobre 2013.)
- Australian Government. 2013. Climate Change and Skills for Sustainability. <http://www.innovation.gov.au/skills/SkillsTrainingAndWorkforceDevelopment/ClimateChangeAndSkillsForSustainability/Pages/default.aspx> (consulté le 20 novembre 2013.)
- Babson. 2012. The 2012 Survey of Online Learning. <http://www.babson.edu/news-events/babson-news/pages/130107-2012-survey-of-online-learning-results.aspx> (consulté le 25 septembre 2013.)
- Ban Ki-Moon. 2012. Secrétaire-Général, dans des remarques devant l'Assemblée Générale, qualifie les résultats de Rio+20 'd'étape dans un parcours décisif'. New York, Nations Unies.
- Baraka, H. 2012. *Egypt: Learning and earning in Cairo's Garbage City*. Paris, UNESCO.
- Baste, I., Ivanova, M. et Lee, B. 2012. Chapter 17 – Global Responses. *Global Environment Outlook 5: Environment for the future we want*. Valletta, PNUE.
- Basu, P. et Srivastava, P. 2005. *Scaling-Up Microfinance for India's Rural Poor*. World Bank Policy Research Working Paper No. 3646. <http://ssrn.com/abstract=757389> (consulté le 18 juin 2014.)
- Bekessy, S., Clarkson, R. et Sampson, K. 2007. The failure of non-binding declarations to achieve university sustainability: A need for accountability. *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 8, No. 3, pp. 301-16.
- Benavot, A. 2008. The organization of school knowledge: Official curricula in global perspective. J. Resnik (ed.), *The Production of Educational Knowledge in the Global Era*. Rotterdam, Sense Publishers, pp. 55-92.
- Benavot, A. 2014. Education for Sustainable Development in Primary and Secondary Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi 2014 sur la DEDD*. (non publié.)

- Bhoutan Ministère de l'éducation. 2012. *Matters: 30th Education Policy Guidelines and Instructions EPGI 2012*. Thimphu, Ministère de l'éducation du Bhoutan.
- Binswanger, H. P. et Aiyar, S. S. 2003. *Scaling Up Community Driven Development: Theoretical Underpinnings and Program Design Implications*. World Bank Policy Research Working Paper No 3039.
- Bird, E., Lutz, R. et Warwick, C. 2008. *Les médias partenaires de l'éducation au développement durable : Kit de formation et de référence*. Paris, UNESCO.
- Bjork, C. 2009. Local implementation of Japan's Integrated Studies reform: a preliminary analysis of efforts to decentralise the curriculum. *Comparative Education*, Vol. 45, No. 1, pp. 23-44.
- Blewitt, J. et Tilbury, D. 2013. *Learning for Resilience: Journeys in international development from sustainability*. Londres, Earthscan.
- Booth, S. E. 2012. Cultivating knowledge sharing and trust in online communities. *J. Educational Computing Research*, Vol. 47, No. 1, pp. 1-31.
- Bradshaw, D. 2013. Sustainability moves up the agenda at business schools. *The Financial Times Limited*, 21 mars. Brown, M. 1994. Competency-based training: Skill formation for the workplace or classroom Taylorism? J. Kenway (ed.), *Economising Education: The Post-Fordist Directions*. Geelong, Deakin University Press, pp. 3-4.
- Bruce, T. 2012. *Early Childhood Practice: Froebel today*. Thousand Oaks, SAGE Publications.
- Buckler, C. et MacDiarmid, A. 2012. Education for Sustainable Development in Manitoba. R, Mckeown et V. Nolet (eds), *Schooling for Sustainable Development in Canada and the US*. Berlin, Springer Science & Business Media.
- Carbon Trust. 2012. Universities and Colleges Energy Efficiency. <http://www.carbontrust.com/resources/guides/sector-based-advice/further-and-higher-education>. (consulté le 1er octobre 2013.)
- CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation professionnelle). 2009. *Future Skill Needs for the Green Economy*. Luxembourg, Office des Publications de l'Union européenne.
- CEE. 2008. About ESD. Ahmedabad, Center for Environment Education. <http://www.desd.org/About%20ESD.htm> (consulté le 10 octobre 2013.)
- CUE. 2010. *Council conclusions on Education for Sustainable Development*. 3046e réunion du Conseil de l'éducation, la jeunesse, la culture et le sport, Bruxelles, 18-19 novembre 2010. Bruxelles, Conseil de l'Union européenne.
- Ceulemans, K. et De Prins, M. 2010. Teacher's manual and method for SD integration in curricula. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, No. 7, pp. 645-51.
- Chavan, M., Yoshikawa, H. et Bahadur, C. 2013. *The future of our children: Lifelong, multi-generational learning for sustainable development*. Préparé par le Groupe thématique 4 sur le développement de la petite enfance, l'éducation et la transition vers le monde du travail du Réseau des solutions pour le développement durable, 18 septembre 2013.
- Chawla, L. 2006. Learning to Love the Natural World Enough to Protect it. *Norwegian Centre for Child Research*, No. 2, pp. 57-78.
- Classement sur internet des universités. 2014. Veuillez lire attentivement. <http://www.webometrics.info> (consulté le 15 janvier 2014.)
- Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (CMEPPE). 2010. *Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) : Construire la richesse des Nations*. 27-29 septembre 2010, Moscou, Fédération de Russie.
- Council for the Development of Cambodia. 2007. Law on Education. http://www.cambodiainvestment.gov.kh/law-on-education_071208.html (consulté le 28 juin 2014.)
- Cox Donoso, C. 2010. *Informe de Referente Regional 2010. Oportunidades de aprendizaje escolar de la ciudadanía en América Latina: currículos comparados* [Rapport régional. Opportunités pour l'apprentissage de la citoyenneté à l'école en Amérique latine : programmes d'enseignement comparés]. Bogotá, CERLALC. (En espagnol.)
- Creech, H. 2008. *Report for SEED Initiative Research Programme: Scale up and Replication for social and environmental enterprises*. Gland/Winnipeg, L'Initiative SEED / Institut International du développement durable.
- Creech, H. 2012. *Knowledge platforms and local level knowledge sharing*. Document de réflexion d'un participant au Forum sur l'apprentissage 2012 du CRDI Canada. <http://idl-bnc.idrc.ca/dspace/bitstream/10625/50479/1/IDL-50479.pdf> (consulté le 9 juillet 2014.)
- Creech, H. 2014. The Contributions of the United Nations, UNESCO and members of the UN Inter Agency Committee to the UN Decade of Education for Sustainable Development. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié.)

- Creech, H., Paas, L., Huppé, G. A., Voora, V., Hybsier, C. et Marquard, H. 2014. Small-scale social-environmental enterprises in the green economy: supporting grass-roots innovation. *Development in Practice*, Vol. 24, No. 3, pp. 366-78.
- CRISTAL. 2011. Sur CRISTAL- Common References in Sustainable Training in Adult Learning (2011-2013). <http://cristalgrundtvig.wordpress.com/about/> (consulté le 12 janvier 2014.)
- Davis, J. M. 2009. Revealing the research 'hole' of early childhood education for sustainability: a preliminary survey of the literature. *Environmental Education Research*, Vol. 15, No.2, pp. 227-41.
- Davis, J. M. 2010a. Early childhood education for sustainability: why it matters, what it is, and how whole centre action research and systems thinking can help. *Journal of Action Research Today in Early Childhood (Education for Sustainability in Asia and the Pacific)*, pp. 35-44.
- Davis, J. M. 2010b. *Young Children and the Environment: Early Education for Sustainability*. Cambridge, Cambridge University Press.
- de Leo, J. M. 2012. The Global Values within Education for Sustainable Development: A Case Study of Education for Sustainable Development in the Australian National Curriculum. , Thèse de doctorat, Université d'Adelaide, Australie.
- Didham, R. J. et Ofei-Manu, P. 2012. *Education for Sustainable Development Country Status Reports: An Evaluation of National Implementation During the UN Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014) in East and Southeast Asia*. Kanagawa, Institute for Global Environmental Strategies.
- Di Meglio, F. 2012. Going green: MBA sustainability programs. *Bloomberg BusinessWeek*, 17 avril.
- Donaldson, G. 2011. *Teaching Scotland's future: Report of a review of teacher education in Scotland*. Edinburgh, Le Gouvernement écossais.
- Down, L. 2012. *How climate change education is influencing pedagogy for teacher education*. Santiago, Network INNOVEMOS. http://www.innovemosdoc.cl/desarrollo_profesional/innovacion/JAMAICA.pdf (consulté le 15 février 2014.)
- Down, L. forthcoming. How climate change education is influencing pedagogy for teacher education. *Bâtir l'éducation de demain : Etudes de cas des cinq régions de l'UNESCO, contribution au Rapport DEDD 2012 S&E*. Paris, UNESCO.
- Dubois, R. et Balgobin, K. 2010. A case study of practices for integrating education for sustainable development in TVET for the tourism industry in Mauritius.
- Dubois, R., Balgobin, K., Gomani, M. S., Kelemba, J. K., Konayuma, G. S., Phiri, M. L. et Simiyu, J. S. 2010. *Integrating Sustainable Development in Technical and Vocational Education and Training: Six Case Studies from Southern and Eastern Africa*. Bonn, UNESCO-UNEVOC.
- Ecocampus. 2014. Ecocampus. <http://www.lne.be/doelgroepen/onderwijs/ecocampus> (consulté le 23 juin 2014.)
- Economist Intelligence Unit. 2010. *Managing for Sustainability*. Londres, Economist Intelligence Unit.
- Edwards, S. et Cutter-Mackenzie, A. 2011. Environmentalizing early childhood curriculum through play-based pedagogies. *Australian Journal of Early Childhood*, Vol. 36, No. 1, 51-9.
- Elias, D. et Sachatp, K. 2009. *ESD Currents: Changing Perspectives from the Asia-Pacific*. UNESCO Bangkok, Bangkok. ELIAS. 2011. What is ELIAS? <https://edu.env.go.jp/asia/en/> (consulté le 23 juin 2014.)
- Elliott, S. et Davis, J. 2009. Exploring the resistance: an Australian perspective on educating for sustainability in early childhood. *International Journal of Early Childhood*, Vol. 41, No. 2, pp. 65-77.
- Elmes, J. 2014. Q&A with Kate Auty. Londres, TSL Education. (Communiqué de presse, 15 mai 2014.)
- Engdahl, I. et Rabušicová, M. 2010. *Children's Voices about the State of the Earth and Sustainable Development*. Rapport pour l'Assemblée mondiale de l'OMEP et le Congrès mondial sur le Projet mondial de l'OMEP sur l'Éducation pour le développement durable 2009-2010. Paris, Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP).
- Commission européenne. 2013. *European Employment Observatory Review – Promoting Green Jobs throughout the Crisis: A Handbook of Best Practices in Europe*. Luxembourg, Office des Publications de l'Union européenne.
- Favaro, F. 2012. *Brazil: When students awake, the whole world changes*. Paris, UNESCO.
- Feinberg, R. E. 2008. How to Fulfill the Promise of CSR. *Corporate Social Responsibility*, Hiver 2008. <http://www.americasquarterly.org/node/348> (consulté le 5 février 2014.)
- Ferreira, J., Ryan, L. et Tilbury, D. 2006. *Whole-school Approaches to Sustainability: A Review of Models for Professional Development in Pre-Service Teacher Education*. Canberra, Australian Government Department of the Environment and Heritage/Australian Research Institute in Education for Sustainability (ARIES).
- Fien, J. 2012. *Learning for a Sustainable Future: Maximizing the synergies between quality education, learning and sustainable human development*. Document préparé par le Professeur John Fien (Université RMIT, Australie) pour le compte du Comité inter-agences de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

- Fien, J. 2013. Education for Sustainable Development in Technical and Vocational Education and Workplace Training. Document de référence préparé pour le *Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- Fien, J. et Guevara, J. R. 2012. Skills for a Green Economy: Practice, Possibilities and Prospects. R. Maclean, S. Jagannathan et S. Jouko (eds), *Skills for Inclusive and Sustainable Growth in Developing Asia-Pacific*. Dordrecht, Springer, pp. 255-63.
- Fien, J., Maclean, R. et Park, M-G (eds). 2008. *Work, Learning and Sustainable Development: Opportunities and Challenges*. Dordrecht, Springer.
- Franquesa, T. 2012. Barcelona's Agenda 21 10 Years of Citizen Commitment to Sustainability. J. Clos, J. Maroto, A. L. Strat, S. Fajardo et V. Pallucchi (eds), *Monograph: International Association of Educators Cities – City, Environment and Education*. Barcelone, International Association Educating Cities.
- Freire, P. 1974. *Pedagogy of the Oppressed*. New York, The Seabury Press.
- FT Business Education. 2013. *Executive Education Rankings 2013*. Londres, Financial Times Ltd.
- Gardiner, B. 2014. Setbacks Aside, Climate Change Is Finding Its Way Into the World's Classrooms. *International New York Times*, 20 avril 2014.
- Commission allemande pour l'UNESCO. 2013. *The German National Committee for the UN Decade of Education for Sustainable Development Position paper 'Strategy for ESD 2015+'*. Bonn, Commission allemande pour l'UNESCO.
- GlZ. 2012. *Education for Sustainable Development: ESD Leadership Training 2012 – 2013 – Information brochure*. Bonn/Eschborn, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GlZ) GmbH.
- Global Universities Partnership on Environment and Sustainability (GUPES). 2014. Le site internet de GUPES. <http://gupes.org/index.php?classid=3234> (consulté le 1er juillet 2014.)
- GNNCSDS. 2013. *The governance of scaling up successful sustainability practices: How can National Councils for Sustainable Development organize the wider use of national and regional examples?* Londres, Global Network of National Councils of Sustainable Development.
- Green, M. M. 2012. Place, sustainability and literacy in environmental education: Frameworks for teaching and learning. *Review of International Geographical Education Online*, Vol. 2, No. 3, pp. 326-46.
- Green Impact. 2013. NUS HEFCE Students' Green Fund Business Plan. Londres, Green Impact. <http://www.green-impact.org.uk/wp-content/uploads/2013/04/20130121-Students-Green-Fund-Business-plan-non-confidential.pdf> (consulté le 1er juillet 2014.)
- GTCS. 2012. *The Standards for Registration: mandatory requirements for Registration with the General Teaching Council for Scotland*. Edinburgh, The General Teaching Council for Scotland.
- Gu, C., Gomes, T. et Brizuela, V. 2011. Technical and Vocational Education and Training in Support of Strategic Sustainable Development. Thèse soumise pour terminer un Master en leadership stratégique vers la durabilité, Blekinge Institut de Technologie, Karlskrona, Suède. [http://www.bth.se/fou/cuppsats.nsf/all/48e6c957cabca9dbc12578aa004cfc7d/\\$file/BTH2011Gu.pdf](http://www.bth.se/fou/cuppsats.nsf/all/48e6c957cabca9dbc12578aa004cfc7d/$file/BTH2011Gu.pdf) (consulté le 14 décembre 2013.)
- GUNi, IAU et AUA. 2011. *The Promotion of Sustainable Development by Higher Education Institutions in Sub-Saharan Africa*. Barcelone/Paris/Accra, GUNi/IAU/AAU.
- Han, Q. A paraître. Education for Sustainable Development and Climate Change Education: A National Policy Review on China. (non publié)
- Hargreaves, L. G. 2008. The whole-school approach to education for sustainable development: from pilot projects to systemic change. *Policy & Practice: A Development Education Review*, No. 6, pp. 69-74.
- Harvey, F. 2013. Children will bear brunt of climate change impact, new study says. *The Guardian*, 23 septembre 2013.
- HEFCE. 2009. Sustainable Development in Higher Education – 2008 update to strategic statement and action plan. Londres, HEFCE. http://www.hefce.ac.uk/media/hefce/1/pubs/hefce/2009/0903/09_03.pdf (consulté le 1 juillet 2014.)
- HEFCE. 2014. National Union of Students (NUS): Students' Green Fund. <http://www.hefce.ac.uk/whatwedo/invest/funds/catalyst/catalystfundprojects/nus/> (consulté le 7 juillet 2014.)
- Hiebert, M. 2013. *Education for Sustainable Development in Small Island Developing States*. Londres, Secrétariat du Commonwealth.
- Hoffner, S. et Tilbury, D. 2013. *Towards a post-United Nations Decade of Education for Sustainable Development (DESD) Framework*. Consultation régionale de la CEE des Nations Unies sur la DEDD, Genève 21-22 mars 2013. Genève, UNECE.
- Hofman, C. 2012. *Skills for Green Jobs: Gearing up Education and Training for Green Growth*. Document présenté à la conférence 'Skills for a Low Carbon Economy: What Next?', Paris, 27 février 2012. <http://events.cedefop.europa.eu/>

- GreenSkills-Forum2012/Images/stories/GreenSkills/presentations/01_hofmann_skills%20for%20green%20jobs.pdf (consulté le 23 novembre 2013.)
- Hor, K. 2014. An Advocacy Journey towards Education for Sustainable Development in Singapore. <http://www.theodyssey.sg/resources/advocacy-journey-towards-education-sustainable-development-singapore> (consulté le 16 juillet 2014.)
- Horizon 2020. 2013. Final step towards a common Mediterranean Strategy on Education for Sustainable Development accomplished. Athènes, Horizon 2020. (communiqué de presse, 24 juin 2013.) <http://www.h2020.net/en/news-and-events/news/132-final-step-towards-a-common-mediterranean-strategy-on-education-for-sustainable-development-accomplished.html> (consulté le 4 juin 2014.)
- Huppé, G. A., Creech, H. et Buckler, C. 2013. *Education for Sustainable Development at Manitoba Colleges and Universities*. Winnipeg, Institut international du développement durable (IISD).
- IAU. 2012. Réponses reçues au questionnaire IAU 2012 -2015 sur les initiatives dans l'enseignement supérieur en faveur d'un développement durable. (non publié)
- Ichilov, O. 2012. Privatization and Commercialization of Public Education: Consequences for Citizenship and Citizenship Education. *Urban Review: Issues and Ideas in Public Education*, Vol. 44, No. 2, pp. 281-301.
- Ichinose, T. 2014. ESD Practices and Quality Education in Japan: Introduction to the Questionnaire Survey by the Ministry of Education. Sendai, Miyagi University of Education. (non publié)
- Internationale de l'Éducation. 2014. L'éducation dans le cadre post-2015 du développement international. http://download.ei-ie.org/Docs/WebDepot/ElandEducationPost2015_EN.jpg (consulté le 10 mai 2014.)
- IISD. 2012. *SD Timeline*. Winnipeg, Institut international du développement durable. http://www.iisd.org/pdf/2012/sd_timeline_2012.pdf (consulté le 1er juin 2014.)
- OIT et CEDEFOP. 2010. *Skills for Green Jobs: European Synthesis Report*. Luxembourg, Office des Publications de l'Union européenne.
- OIT et CEDEFOP. 2011. *Skills for Green Jobs: A Global View*. Genève, OIT.
- OIT-IILS. 2011. *Towards a Greener Economy: The Social Dimensions*. Genève, OIT- International Institute for Labour Studies. Groupe de travail inter-agences. 2012. Greening Technical Vocational Education and Training (TVET) and Skills Development: Challenges and Opportunities. http://www.unevoc.unesco.org/fileadmin/user_upload/docs/IWG_Leaflet__21Juin_2012_.pdf (consulté le 24 septembre 2013.)
- Ministère de l'environnement du Japon. 2009. *UNDESJ Japan Report Establishing Enriched Learning through Participation and Partnership among Diverse Actors*. Tokyo, Ministère de l'environnement. <http://www.mofa.go.jp/policy/environment/desd/report0903.pdf>
- Ministère de l'éducation, de la culture, des sports, de la science et de la technologie du Japon. 2014. Communication personnelle. 22 juillet 2014.
- Ji, O. et Stuhmcke, S. 2014. The Project Approach for early childhood education for sustainability: exemplars from Korea and Australia in J. Davis and S. Elliott (eds), *Research in Early Childhood Education for Sustainability: International Perspectives and Provocations*. Londres/New York, Routledge.
- Jiménez, A. et Martin, M. 2007. Integrating Education on Sustainability into Teacher's Education. Good Practices using the Earth Charter. *Good Practices* No.3. Paris, UNESCO.
- Jóhannesson, I. A., Norðdahl, K., Óskarsdóttir, G., Pálsdóttir, A. et Pétursdóttir, B. 2011. Curriculum analysis and education for sustainable development in Iceland. *Environmental Education Research*, Vol. 17, No. 3, pp. 375-91.
- Jutting, J. P. et de Laiglesia, J. R. 2009. *Is Informal Normal? Towards More and Better Jobs in the Informal Economy*. Paris, OCDE.
- Kalaitzidis, D. 2013. Sustainable School Indicators: Approaching the Vision Through the Sustainable School Award. *Journal of Teacher Education for Sustainability*, Vol. 14, No. 2, pp. 168-80.
- Kalkan, S. et Thoresen, V. W. 2012. *Learning to Transform Oneself and Society: Education for Sustainable Living*. Hamar, Partnership for Education and Research about Responsible Living.
- Kamens, D. H., Meyer, J. W. et Benavot, A. 1996. Worldwide patterns in academic secondary education curricula. *Comparative Education Review*, Vol. 40, No.2, pp. 116-38.
- Kania, J. et Kramer, M. 2011. Collective Impact. *Stanford Social Innovation Review*, Hiver 2011.
- Kelly, A. 2013. 'Let nature be your teacher': Bhutan takes conservation into the classroom. *The Guardian*, 2 janvier 2013. <http://www.theguardian.com/global-development/2013/jan/02/nature-teacher-bhutan-conservation-classroom>
- Kelly, J. et White, J. 2013. *The Ngahere Project: Teaching and learning possibilities in nature settings*. Waikato, University of Waikato.

- KICD. 2012. *The Kenya Institute of Curriculum Development Bill 2012*. Nairobi, Kenya Institute of Curriculum Development.
- Kiron, D., Kruschwitz, N., Haanaes, K. et von Streng Velken, I. 2012. Sustainability Nears a Tipping Point. *MIT Sloan Management Review*, Hiver 2012, Vol. 53, No. 2, p. 70.
- KNCU. 2009. *Regional Collection of Good Practice: Millennium Development Goals & Education for Sustainable Development in Asia and the Pacific Region*. Seoul, Commission nationale coréenne pour l'UNESCO.
- Kolleck, N., de Haan, G. and Fischbach, R. 2011. Social Networks for Path Creation: Education for Sustainable Development Matters. *Journal of Futures Studies*, Vol. 15, No. 4, pp. 77-92.
- Kraak, A. 1999. Competing education and training policy discourses: A 'systemic' versus 'unit standards' framework. J. Jansen and P. Christie (eds), *Changing Curriculum: Studies on Outcomes-Based Education in South Africa*. Le Cap, Juta and Company Ltd, pp. 21-40.
- Kwo, O. 2011. Strategic Dialectic Action for Teacher Education in ESD: A Framework for a UNESCO-led Leadership Force. Hong Kong, The University of Hong Kong (non publié)
- Langer, K (ed.). 2013. *Technical and Vocational Skills Development in the Informal Sector*. Bonn, DVV international. Larri, L. J. 2010. *Evaluation of the Australian Sustainable Schools Initiative ACT 2010*. Canberra, ACT Department of the Environment, Climate Change, Energy and Water.
- Learning and Teaching Scotland. 2011. *Developing global citizens within Curriculum for Excellence*. Glasgow, Learning and Teaching Scotland.
- Legislative Information Center. 2011. Program Approval Standard-Knowledge and Skills. Washington Administrative Code 181-78A-270 (1)(a)(viii). Olympia, Legislative Information Center. <http://apps.leg.wa.gov/wac/default.aspx?cite=181-78A-270> (consulté le 19 janvier 2014.)
- Legrouri, A. et Sendide, K. 2013. Education pour le développement durable au Maroc, dans *Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable*. Paris, UNESCO, pp. 33-53.
- Legrouri, A. et Sendide, K. 2014. Education for Sustainable Development in Public Awareness Campaigns and the Media. Document de référence pour le *Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- Lewis, E., Baudains, C. et Mansfield, C. 2009. The Impact of AuSSI-WA at a Primary School. *Australian Journal of Environmental Education*, Vol. 25, pp. 45-57.
- Lindqvist, U. 2014. Future challenges: What students need – and what do they gain?. Présentation faite lors de la Conférence ESD and Quality Education Research Group Conference, Beijing, 17-20 mai 2014.
- LMTF (Learning Metrics Task Force). 2013a. *Toward Universal Learning: A Global Framework for Measuring Learning*. Montreal/Washington, D.C., Institut des Statistiques de l'UNESCO/Center for Universal Education at the Brookings.
- LMTF (Learning Metrics Task Force). 2013b. *Toward Universal Learning: Recommendations from the Learning Metrics Task Force*. Montreal/Washington, D.C., Institut des Statistiques de l'UNESCO /Center for Universal Education at the Brookings.
- Loc, N. 2004. Vietnam Education Report, 2004, National Institute for Education and Curriculum Strategy. www.ias.unu.edu/.../Vietnam_EducationReport_
- Lotz-Sisitka, H. 2011. The 'event' of modern sustainable development and universities in Africa. GUNI (ed.), *Higher Education's Commitment to Sustainability: From Understanding to Action*. Basingstoke, UK, Palgrave Macmillan, pp.41-56. (World in Higher Education Series No. 4.)
- Lotz-Sisitka, H. 2013. Professeur de l'Université Rhodes. Communication personnelle.
- Lotz-Sisitka, H. 2014. Can MOOCs change the world? *IAU Horizons*, Vol. 20, No. 1+2, pp. 28-29.
- Lotz-Sisitka, H. et Raven, G. 2008. South Africa: Applied competence as the guiding framework for environmental and sustainability education. J. Fien, R. Maclean et M-G. Park (eds), *Work, Learning and Sustainable development: Opportunities and Challenges*. Dordrecht, Springer, pp. 309-17.
- Lozano, R. 2007. Sustainability Tool for Assessing Universities Curricula Holistically (STAUNCH®). <http://www.org-sustainability.com/orgsust.php?pg=home> (consulté le 15 octobre 2013.)
- Lozano, R., Lukman, R., Lozano, F. J., Huisingh, D. et Lambrechts, W. 2013. Declarations for sustainability in higher education: becoming better leaders, through addressing the university system. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 48, juin 2013, pp. 10-19.
- MacDiarmid, A. 2014. ESD and Quality Education – Manitoba. Présentation à la Conférence ESD and Quality Education Research Group, Beijing, 17-20 mai 2014.
- Maclean, R. et Wilson, D. N (eds). 2009. *International Handbook for Education and the Changing World of Work*. Dordrecht, Springer.

- Majumdar, S. 2011. Developing a Greening TVET Framework. http://www.unevoc.unesco.org/fileadmin/user_upload/docs/Greening_TVET_Framework-Bonn-Final_Draft.pdf (consulté le 21 novembre 2013.)
- Malena, C. 2004. Strategic Partnership: Challenges and Best Practices in the Management and Governance of Multi-Stakeholder Partnerships Involving UN and Civil Society Actors. Document de référence pour l'atelier multipartites sur les partenariats et les relations ONU-société civile, Pocantico, New York, février 2004. www.un-ngls.org/orf/partnership-carmen-malena.doc (consulté le 30 juin 2014.)
- Mansuri, G. et Rao, V. 2004. Community-Based and -Driven Development: A Critical Review. *The World Bank Research Observer*, Vol. 19, No. 1, pp. 1-39.
- Maruyama, H. 2010. Social Competence: A Learning Outcome of Policy and School Practice in Education for Sustainable Development in Japan. *International Journal of Educational Policies*, Vol. 4, No. 2, pp. 5-18.
- MASHAV. 2013. *Education for Sustainable Development in Kenya*. Jérusalem, Agence Israélienne de coopération internationale pour le développement. (Communiqué de presse)
- Mauch, W. 2014. Education for Sustainable Development in Adult Education and Lifelong Learning. Document de référence pour le *Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- McCormick, K., Muhlhauser, E., Norden, B., Hansson, L., Foung, C., Arnfalk, P., Karlsson, M. et Pigretti, D. 2005. Education for sustainable development and the Young Masters Program. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 13, No. 10-11, pp. 1107-12.
- Mckeown, R. et Hopkins, C. 2013. Education for Sustainable Development in Teacher Education. Document de référence pour le *Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*.
- Mertineit, K-D. 2013. *TVET for a Green Economy*. Bonn, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.
- Metz, D. et Weigel, L. 2013. Parent Attitudes Toward Children and Nature: Key Findings from Survey of Parents in China, France, Hong Kong and the US. Oakland/Golden, Fairbank, Maslin, Maullin, Metz & Associates (FM3)/Public Opinion Strategies (POS). (non publié)
- Michalos, A. C., Kahlke, P. M., Rempel, K., Lounatvuori, A., MacDiarmid, A., Creech, H. Buckler, C. 2014. Progress in Measuring Knowledge, Attitudes and Behaviours Concerning Sustainable Development Among Tenth Grade Students in Manitoba: DRAFT. (non publié)
- MIO-ECSDE. 2013. Site internet Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE). <http://www.mio-ecsde.org/> (consulté le 7 juillet 2014.)
- Mochizuki, Y. et Fadeeva, Z. 2008. Regional Centres of Expertise on Education for Sustainable Development: An Overview. *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 9, No. 4, pp. 369-81.
- Mohamedbhai, G. 2012. Promoting sustainable development – How are universities faring? *University World News*, 14 octobre 2012.
- Molnar, A. 2006. The Commercial Transformation of Public Education. *Journal of Education Policy*, Vol. 21, No. 5, pp. 621-40.
- Mukute, M., Wals, A., Jickling, B. et Chatiza, K. 2012. *Report on the Evaluation of the Southern African Development Community Regional Environmental Education Evaluation (SADC REEP): Contract C51369*. Nairobi, Sida.
- National Council for Teacher Education. 2009. *National Curriculum Framework for Teacher Education Towards Preparing Professional and Humane Teacher*. New Delhi, Membre-Secrétaire, National Council for Teacher Education.
- National Environment Management Authority (NEMA). 2008. *Republic of Kenya – Education for Sustainable Development : Implementation Strategy*. Nairobi, National Environment Management Authority.
- National Union of Students (NUS) and Higher Education Funding Council for England (HEFCE). 2013. Students Green Fund Business Plan. <http://www.green-impact.org.uk/wp-content/uploads/2013/04/20130121-Students-Green-Fund-Business-plan-non-confidential.pdf> (consulté le 24 septembre 2013.)
- Ndaruga, A. M. 2004. An exploration of teacher perceptions and actions to conserve wetlands in Kenya. Thèse de doctorat, Rhodes University. <http://eprints.ru.ac.za/2791/> (consulté le 1er juillet 2014.)
- Commission nationale néerlandaise pour l'UNESCO. 2009. *Learning for Sustainable Development: exploring learning strategies across the lifespan*. La Haye, Commission nationale néerlandaise pour l'UNESCO.
- Ministère de l'environnement de Nouvelle Zélande. 2009. *New Zealand's Fifth National Communication under the United Nations Framework Convention on Climate Change*. Wellington, Ministère de l'environnement.
- Nguyen, Phuong. 2013. Doctorant du Vietnam. Communication personnelle, 29 octobre 2013.
- Niu, D. Jiang, D. et Li, F. 2010. Higher education for sustainable development in China. *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 11, No. 2, pp.153 – 62.

- Nomura, K. et Abe, O. 2014. Are higher education and sustainability compatible? *University World News*, 16 mai 2012.
- OCDE. 2009. *Les jeunes de 15 ans sont-ils verts? Quel est le niveau des jeunes de 15 ans en sciences de l'environnement dans PISA 2006*. Paris, OCDE.
- OCDE. 2011. *Greening Household Behaviour: The Role of Public Policy*. Paris, Publications OCDE.
- OCDE. 2014. *Rapport technique TALIS 2013*. Paris, OCDE
- Otieno, N. 2013. Président, de World Student Community for Sustainable Development, Kenya, communication personnelle. 25 octobre 2013.
- Organisation mondiale de la santé (OMS). 1993. *Life Skills Education for Children and Adolescence in Schools*. Genève, OMS.
- Otieno, D. B. 2014. ESD in Poverty Reduction. Document de référence pour le *Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- OWG. 2013. *Concluding Remarks of Co-Chairs, Open Working Group on Sustainable Development Goals (OWG) 4, 19 June 2013*. <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/3693cochairsconcluding.pdf> (consulté le 1er juin 2014.)
- Pavlova, M. 2007. Two pathways, one destination: TVET for a sustainable future. Document de référence pour la conférence virtuelle UNESCO- UNEVOC, 22 octobre – 10 novembre 2007.
- Peters, S. et Wals, A.E.J. 2013. Learning and Knowing in Pursuit of Sustainability: Concepts and Tools for Trans-Disciplinary Environmental Research. M. Krasny et J. Dillon (eds), *Trading Zones in Environmental Education: Creating Transdisciplinary Dialogue*. New York, Peter Lang.
- Pizmony-Levy, O. 2011. Bridging the Global and Local in Understanding Curricula Scripts: The Case of Environmental Education. *Comparative Education Review*, Vol. 55, No. 4, pp. 600-33.
- Plan International. 2005. *Little green disaster book*. Bangkok, Plan International. Plan International. 2014. Communication personnelle.
- PNUE. 2008. *Emplois verts: vers un travail décent dans un monde durable à faibles émissions en carbone*. Washington, DC, Worldwatch Institute.
- PNUE. 2011. *Vers une économie verte : chemin vers le développement durable et l'éradication de la pauvreté*. Nairobi, Programme des Nations Unies pour l'environnement.
- PNUE. 2012. Déclaration d'Arusha sur la stratégie de l'Afrique pour le développement durable post Rio+20. Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, 14e session ordinaire de l'AMCEN, 7-14 septembre 2012, Arusha, République Unie de Tanzanie. http://www.unep.org/roa/amcen/Amcen_Events/13th_Session/Docs/14th%20Session/ArushaDeclaration/K1282895.pdf (consulté le 12 mai 2014.)
- ProSPER.Net. 2014. ProSPER.Net: Promotion of Sustainability in Postgraduate Education and Research. <http://prospernet.ias.unu.edu/> (consulté le 1er juillet 2014.)
- Rapport D. J. et Friend A. M. 1979. *Towards a comprehensive framework for environmental statistics: a stress-response approach*. Ottawa, Catalogue Statistics Canada.
- REFEDD. 2011. Rapport sur la Consultation Nationale. <http://refedd.org/porter-la-voix-des-etudiants/consultation-nationale-etudiante-2011/> (consulté le 24 octobre 2013.)
- REMA. 2010. *Rwanda Environmental Education for Sustainable Development Strategy: A Strategy and Action Plan for 2010-2015*. Kigali, Rwanda Environment Management Authority.
- Report on the National Assessment of Academic Ability. 2013. National Institute for Educational Policy Research. http://www.nier.go.jp/13chousakekkahoukoku/data/research-report/crosstab_report.pdf (consulté le 18 juin 2014.)
- Rhodes University. 2013. ITP (International Training Programme) 2013 African Cluster in progress. <http://www.ru.ac.za/elrc/latestnews/name,98894,en.html> (consulté le 15 novembre 2014.)
- Ritchie, J. 2012. Rapport de la 7e réunion de la Biennale du réseau international des instituts de formation des enseignants associé à la Chaire de l'UNESCO sur la réorientation de la formation des enseignants dans un discours sur la durabilité. 16-20 mai, York University, Toronto, Canada. (non publié)
- Robin R., Potter S., Yarrow, K. 2008. Designing low carbon higher education systems: Environmental impacts of campus and distance learning systems, *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 9, No. 2, pp.116 – 30.
- Robinson, J. P. et Anderson, I. 2013. *How the Post-2015 Agenda can have a Transformative Impact on Life Skills and Livelihoods*. Washington, DC, The Brookings Institution. <http://www.brookings.edu/blogs/education-plus-development/posts/2013/02/08-post-2015-agenda-robinson-anderson> (consulté le 25 octobre 2013.)

- Rose, P. 2013. *Education is Essential for Development*. Washington, DC, Global Partnership for Education. (communiqué de presse, 19 septembre 2013)
- Rusminah, R. 2012. Education for Sustainable Development (ESD) during Outdoor Play and Learning Activities in Norwegian Kindergarten Context: Exploring Practitioners' Perceptions. www.hioa.no/eng/content/download/24988/319261/file/Rusminah.pdf (consulté le 26 mai 2014.)
- Ryan, A. et Tilbury, D. 2013. *Higher Education for the Future: Flexible Pedagogies that Empower Learners for Complexity, Uncertainty and Change*. York, HEA.
- Ryan, A., Tilbury, D., Cocoran, P. B., Abe, O. et Nomera, K. 2010. Sustainability in higher education in the Asia Pacific: Developments, challenges and prospects. *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 11, No.2, pp.105-94.
- Saenz, O. et Benayas, J. 2012. *Higher Education, Environment and Sustainability in Latin America and The Caribbean*. Barcelona, GUNi. <http://www.guninetwork.org/resources/he-articles/higher-education-environment-and-sustainability#sthash.6lbuibi8.dpuf> (consulté le 10 octobre 2013.)
- Sanusi, Z. A. 2013. Directeur adjoint, Centre for Leadership Training (CELTRA) Higher Education Leadership Academy, Ministère de l'enseignement supérieur de la Malaisie. Communication personnelle, 16 octobre 2013.
- Sarabhai, K. V. et Subramanian, S. M. 2014. ESD and Biodiversity Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- SARUA. 2014. *SARUA Climate Change Counts Mapping Study: Volume 1 Knowledge Co-Production Framework 2014*. Johannesburg, Southern African Regional Universities Association.
- Schmidheiny, S. 1992. *Changing Course: A Global Business Perspective on Development and the Environment*. Cambridge: MIT Press.
- Schulz, W., Ainley, J., Fraillon, J., Kerr, D. et Losito, B. 2010. *ICCS 2009 International Report: Civic knowledge, attitudes, and engagement among lower-secondary school students in 38 countries*. Amsterdam, International Association for the Evaluation of Educational Achievement.
- Scott, G., Tilbury, D., Sharp, L. et Deane, E. 2012. *Turnaround Leadership for Sustainability in Higher education*. Sydney, Australian Office of Learning and Teaching.
- Scott, W. et Gough, S. 2003. *Sustainable Development and Learning: Framing the Issues*. Londres, Psychology Press.
- SDC. 2013. Learning from international experience in introducing eco-education to Mongolia. Genève, Agence Suisse de coopération pour le développement. (consulté le 19 mars 2013.)
- Second Nature. 2013. Impact. <http://www.secondnature.org/mission/impact> (consulté le 31 novembre 2013.) SEPN. (A paraître). Sustainability in Canadian Post-secondary Institutions: An Analysis of the Relationships among Sustainability Initiatives and Geographic and Institutional Characteristics. Toronto, Gestionnaire de projet, Sustainability and Education Policy Network. (non publié)
- Shaimemanya, C. N. S. 2014. Education for Sustainable Development in Desertification Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- Shumba, O. 2014. ESD in Climate Change Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- Sharma, Y. 2012. Roadmap for sustainability education and research in ASEAN universities. *University World News*, 22 avril 2012.
- Sharp, L. 2002. Green Campuses: the road from little victories to systemic transformation. *International Journal of Sustainability in Higher Education*, Vol. 3, No. 2, pp. 128-45.
- Shigwedha, A. 2012. Namibia: Sustainable living in the desert. http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=48915&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (consulté le 6 juin 2014.)
- Simukanga, S. 2011. Role of Higher Education for sustainable development in Africa: The case of the University of Zambia. http://isp.unu.edu/news/2011/files/esda/ESDA_symposium_slide02.pdf (consulté le 23 juin 2014.)
- Siraj-Blatchford, J. 2014. 'Matarajio' project: Gender equality in Kenya. <http://327sustainability.wordpress.com/2014/06/03/matarajio-project-gender-equality-in-kenya/> (consulté le 14 juillet 2014.)
- Siraj-Blatchford, J. et Pramling Samuelsson, I. 2013. Survey of provisions for ESD in ECCE. Gothenburg, University of Gothenburg. (non publié)
- Siraj-Blatchford, J. et Pramling Samuelsson, I. 2014. Education for Sustainable Development in Early Childhood Care and Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié.)

- Soliven, P. S. 2010. *Alliance and partnership of TVET education with industries*. Mandaluyong, The Philippine Star. <http://www.philstar.com/education-and-home/634988/alliance-and-partnership-tvet-education-industries> (consulté le 20 juin 2014.)
- Starik, M. et Rands, G. P. 1995. Weaving an integrated web: Multilevel and multisystem perspectives of ecologically sustainable organizations. *Academy of Management Review*, Vol. 20, No. 4, pp. 908-35.
- Steele, F. 2010. *Mainstreaming education for sustainability in pre-service teacher education in Australia: Enablers and Constraints*. Sydney, Macquarie University.
- Sterling, S. 2012. *The Future Fit Framework*. York, The Higher Education Academy.
- Sterling, S., Jones, P., et Selby, D (eds). 2010. *Sustainability Education: perspectives and practice across higher education*. Londres, Earthscan.
- Sterling, S., Maxey, L. et Luna, H. 2013. *The Sustainable University: Progress and Prospects*. Abingdon, Routledge/Earthscan.
- Stokes, E., Edge, A. et West, A. 2001. *Environmental education in the educational systems of the European Union*. Londres, Center for Educational Research London School of Economics and Political Science.
- Stuhmcke, S. M. 2012. Children as change agents for sustainability: an Action Research Case Study in a Kindergarten. Ph.D. thesis, Queensland University of Technology, Australia. http://www.google.com.au/url?sa=t&rct=j&q=&src=s&source=web&cd=1&ved=0CCKQFjAA&url=http%3A%2F%2Fprints.qut.edu.au%2F61005%2F1%2FSharon_Stuhmcke_Thesis.pdf&ei=fUlhU7CgKMX9lAX4soDYBg&usq=AFQJCNFSGPb26e8L_Dt506JrYD_2sBI1wQ&bvm=bv.62922401,d.dGI (consulté le 19 novembre 2013.)
- SDSN -Réseau de solutions pour le développement durable. 2014. *Young Children as the Basis for Sustainable Development*. Issue Brief, 18 février 2014, préparé par le Groupe thématique sur le développement de la petite enfance, de l'éducation, et de la transition au travail.
- SWEDES. 2012. Unfolding the power of ESD – Lessons learned and ways forward. Rapport de la Conférence: The Power of ESD -Exploring evidence & promise, Visby, 24-26 octobre 2012. Visby, Centre international suédois d'éducation au développement durable.
- Agence Suisse pour le développement et la coopération SDC. 2013a. Planned: Education for Sustainable Development (ESD). http://www.sdc.admin.ch/en/Home/Projects/Project_Detail?projectdbID=222959 (consulté le 1er juillet 2014.)
- Taylor, S. K. et Creech, H. 2012. *Technical-Vocational Education for Sustainable Development in Manitoba*. Winnipeg, Institut international du développement durable.
- Secrétariat du Commonwealth. 2012. *Commonwealth Ministerial Working Group on the Post-2015 Development Framework for Education – Marlborough House, 12-13 décembre 2012*. Londres, Secrétariat du Commonwealth.
- The Economist. 2010. Never too old to learn. *The Economist*, 12 mai.
- The Scottish Government. 2012. *Learning for Sustainability: The report of the One Planet Schools Working Group*. Edinburgh, The Scottish Government.
- The SEED Initiative. 2012. Symposium SEED Symposium and Seed Winners Workshop: The Green Economy in Africa: Climate Change and Energy, Agriculture and Food Security, and the Role of Grass-roots Entrepreneurs. Pretoria, Afrique du Sud, 29 mars – 1er avril, 2012. [http://www.seedinit.org/images/documents/93/SEED_Symposium_Output_Report_web\[2\].pdf](http://www.seedinit.org/images/documents/93/SEED_Symposium_Output_Report_web[2].pdf) (consulté le 28 juillet 2014.)
- Thoresen, V. 2014. ESD in Sustainable Consumption and Production. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)
- Tilbury, D. 2007. Monitoring and Evaluation during the UN Decade in Education for Sustainable Development. *Journal of Education for Sustainable Development*, Vol. 1, No. 2, pp. 239-54.
- Tilbury, D. 2011a. Global University Network for Innovation interviews Daniella Tilbury on ESD. http://www.eauc.org.uk/global_university_network_for_innovation_interv (consulté le 6 juin 2014.)
- Tilbury, D. 2011b. Sustainability in Higher Education: A global overview of progress and possibilities. *Higher Education in the World 4 Higher Education's Commitment to Sustainability: from understanding to Action*. Barcelone, GUNI.
- Tilbury, D. 2013. Another world is desirable: transforming higher education for sustainability. Sterling, S., Maxey, L. et Luna H (eds), *The Sustainable University: Process and Prospects*. Londres, Earthscan/Routledge.
- Tilbury, D. 2014. Education for Sustainable Development in Higher Education. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi sur la DEDD 2014*. (non publié)

- Tilbury, D. et Cooke, K. A. 2005. *A National Review of Environmental Education and its Contribution to Sustainability in Australia: Frameworks in Sustainability*. Canberra, Australian Government Department of the Environment and Heritage et Australian Research Institute in Education for Sustainability.
- Tilbury, D. et Janousek, S. 2007. Asia-Pacific Contributions to the UN Decade of Education for Sustainable Development. *Journal of Education for Sustainable Development*, Vol. 1, No.1, pp. 133-141.
- Tilbury, D. et Ryan, A. 2011. Today becomes tomorrow: Re-thinking business practice, education and learning in the context of sustainability. *Journal of Global Responsibility*, Vol. 2, No. 2.
- Tilbury, D. et Ryan A. 2013. A Guide to Quality and Education for Sustainability in Higher Education. <http://efsandquality.glos.ac.uk/> (consulté le 1er octobre 2013).
- Tilbury D., Coleman V., Jones A., MacMaster K. 2005. *A National Review of Environmental Education and its Contribution to Sustainability in Australia: Community Education*. Canberra, Australian Government Department for the Environment and Heritage et Australian Research Institute in Education for Sustainability (ARIES).
- Togo, M. et Lotz-Sisitka, H. 2009. *Unit-Based Sustainability Assessment Tool: A resource book to complement the UNEP Mainstreaming Environment and Sustainability in African Universities Partnership*. Howick, Share Net.
- Tostan. 2013. Sept femmes ingénieures en énergie solaire partagent des connaissances à l'atelier sur l'énergie solaire de Tostan. Dakar, Tostan. (communiqué de presse, 1er mars 2013.)
- Trajber, R. 2013. *National ESD and CCE policy analyses – BRAZIL*. <http://www.scribd.com/doc/138363144/Report-Final-Completo-OK> (consulté le 13 juillet 2014.)
- Tsuneki, H. and Shaw, R. forthcoming. Current policy development regarding Education for Sustainable Development and Climate Change Education in Costa Rica. Kyoto, Kyoto University. (non publié.)
- UCLG. 2012. *UCLG Strategic Priorities 2010-2016*. Barcelone, Cités unies et gouvernements locaux.
- UK the Department for Children, Schools and Families. 2008. *Practice Guidance for the Early Years Foundation Stage: Setting the Standards for Learning, Development and Care for children from birth to five*. Londres, the Department for Children, Schools and Families.
- UKNC. 2013. *Education for Sustainable Development (ESD) in the UK – Current Status, Best Practice and Opportunities for the Future*. Londres, Commission nationale du Royaume Uni pour l'UNESCO.
- ONU. 1987. *Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement : notre avenir à tous*. New York, UN.
- ONU. 1992. *Agenda 21: Programme d'action pour le développement au Sommet de la Terre*. Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUCED), Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992. New York, ONU.
- ONU. 2002. Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. (A/RES/57/254.) <http://www.un-documents.net/a57r254.htm>
- ONU. 2006a. *United Nations Development Assistance Framework 2007-2011 Egypt*. Le Caire, Bureau du Coordinateur résident des Nations Unies.
- ONU. 2006b. *60/215. Towards global partnerships*. Résolution adoptée par l'Assemblée générale [sur le rapport du second Comité (A/60/495 et Corr.1)] (Res A/RES/60/215) http://www.un.org/en/development/desa/policy/untaskteam_undf/faqs.pdf (consulté le 29 juin 2014.)
- ONU. 2011. *United Nations Development Assistance Framework for Barbados and the Organisation of Eastern Caribbean States (OECS) 2012 to 2016*. Bridgetown, Bureau du Coordinateur résident des Nations Unies pour la Barbade et OECS.
- ONU. 2012a. *Joint Response to Focus Area 4 on Education*. New York, UN. <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/10212Jointmgresponse.pdf> (consulté le 6 juin 2014.)
- ONU. 2012b. *United Nations Secretary-General's Global Education First Initiative*. New York, UN. <http://www.globaleducationfirst.org/289.htm> (consulté le 1er juin 2014.)
- ONU. 2012c. *Conférence de l'ONU sur le développement durable Rio+20: l'avenir que nous voulons*. Rio de Janeiro, Brésil, 20-22 juin 2012. (A/CONF.216/L.1.)
- ONU. 2012d. *Contribution du Secrétaire-Général aux objectifs du groupe de travail ouvert sur le développement durable*. http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/67/634&Lang=E (consulté le 1er juin 2014.)
- ONU. 2014. *Introduction to the Proposal of the Open Working Group for Sustainable Development Goals*. New York, UN. (Document final) http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/4518SDGs_FINAL_Proposal%20of%20OWG_19%20July%20at%201320hrsver3.pdf (consulté le 8 août 2014.)
- ONU Groupe de gestion de l'environnement. 2011. *Ouvrir pour une économie verte équilibrée et inclusive: Perspective à l'échelle du Système des Nations Unies*. Genève, Nations Unies.

- UN Secretary-General's High-level panel on global sustainability. 2012. *Resilient people, resilient planet: A future worth choosing*. New York, Nations Unies.
- PNUD. 2011. *Human development report 2011 sustainability and equity: A better future for all*. New York, PNUD
- PNUD et PN UE. 2013. *Breaking down the silos: Integrating environmental sustainability in the post-2015 agenda*. New York, PNUD.
- UNECE. 2005. *Stratégie de la CEE des Nations Unies pour l'éducation pour le développement durable, adoptée à la réunion à haut niveau*. Réunion à haut niveau des ministres de l'environnement et de l'éducation (Vilnius, 17-18 mars 2005) (Points 5 et 6 de l'ordre du jour). Genève, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.
- UNECE. 2012a. *7e réunion du Comité directeur sur l'éducation pour le développement durable, Genève, 1 au 2 mars 2012, Rapport d'avancement du Ministère croate de l'environnement et de la protection de la nature, ministère des sciences, de l'éducation et des sports*. Genève, UNECE.
- UNECE. 2012b. Rapport pays informel – Suède: Rapport sur les progrès de la mise en œuvre de la Stratégie UNECE pour l'éducation en vue du développement durable. Genève, UNECE. http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/8thMeetSC/Sweden_Country_Report.pdf (consulté le 28 décembre 2013.)
- UNECE. 2012c. *Apprendre les uns des autres: réalisations, difficultés et marche à suivre – Deuxième rapport d'évaluation de la CEE des Nations Unies Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable, synthèse des rapports nationaux de mise en œuvre des Etats membres* Genève, UNECE. (ECE/CEP/AC.13/2012/3.) http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/7thMeetSC/Official_Docs/SynthesisReport/ece.cep.ac.13.2012.3e.pdf (consulté le 7 juillet 2014.)
- UNECE. 2013a. Rapport informel des pays – Grèce: Rapport sur les progrès de la mise en œuvre de la Stratégie UNECE pour l'éducation en vue du développement durable t. Genève, UNECE. <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/8thMeetSC/Greece.pdf> (consulté le 28 décembre 2013.)
- UNECE. 2013b. *Rapport informel de la Finlande sur la mise en œuvre de la Stratégie UNECE pour l'éducation en vue du développement durable*. Genève, UNECE.
- UNECE. 2014a. Rapport pays informel de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE) Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable– Finlande. Genève, UNECE. <http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/9thMeetSC/Documents/Finland.pdf> (consulté le 1er juin 2014.)
- UNECE. 2014b. Working Group on 'ESD School Planning': Outcomes. Préparé par le Secrétariat et le président du Groupe de travail électrique pour sa 9e réunion, 3-4 avril 2014. Genève, UNECE.
- UNECE. 2014c. Réorienter l'EFTP pour soutenir le développement durable et la transition vers une économie verte. Présentation à la 9e réunion du Comité directeur de l'UNECE sur l'éducation au service du développement durable, Genève, 3-4 avril 2014. http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/esd/9thMeetSC/Presentations/France_02.pdf (consulté le 20 juin 2014.)
- UNECE. 2014d. Rapport pays informel de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE) Stratégie pour l'éducation en vue du développement durable – Canada. Genève, UNECE.
- UNESCO. 2005a. *Décennie des Nations unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014): Plan international de mise en œuvre*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2005b. *Directives et recommandations pour la réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable*. Education au service du développement durable dans Document technique d'application no. 2. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2007. *Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD 2005-2014): les deux premières années*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2008a. *Cadre d'orientation régional pour l'éducation au service du développement durable dans la région arabe*. Beyrouth, UNESCO.
- UNESCO. 2008b. Projet de suivi de l'EDD: Directives Asie-Pacifique relatives à l'élaboration d'indicateurs nationaux de l'EDD <http://www.unescobkk.org/index.php?id=4241> (consulté le 10 juin 2014.)
- UNESCO. 2009a. *Apprendre pour un monde durable : analyse des contextes et structures de l'éducation pour le développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2009b. *Déclaration de Bonn. Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au service du développement*. Bonn, Allemagne.
- UNESCO. 2009c. *ESD Currents: Changing Perspectives from the Asia-Pacific*. Bangkok, UNESCO.
- UNESCO. 2009d. *DESD Update: Progress in Asia & the Pacific*. Bangkok, UNESCO.

- UNESCO. 2010a. *Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la Décennie pour l'éducation au service du développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2010b. *Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) Construire la richesse des Nations*. 27-29 septembre 2010 Moscou, Fédération de Russie.
- UNESCO. 2010c. *Rapport régional sur l'éducation et la protection de la petite enfance – Afrique*. Dakar, Bureau régional de l'Unesco pour l'éducation en Afrique (BREDA).
- UNESCO. 2010d. *Rapport de suivi mondial sur l'EPT: Atteindre les marginalisés*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2010e. *Demain dès aujourd'hui*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2010f. Site internet UNITWIN. <http://www.unesco.org/en/university-twinning-and-networking/access-by-domain/education/education-for-sustainable-development/> (consulté le 15 janvier 2014.)
- UNESCO. 2011a. *Education pour le développement durable: Etude réalisée par des experts sur les processus et l'apprentissage*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2011b. *Astrolabe: A Guide to Education for Sustainable Development Coordination in Asia and the Pacific*. Bangkok, UNESCO.
- UNESCO. 2011c. *Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2011d. *Education for Sustainable Development Country Guidelines for Changing the Climate of Teacher Education to Address Sustainability: Putting Transformative Education into Practice*. Jakarta, UNESCO.
- UNESCO. 2012a. *Bâtir l'éducation de demain : Texte intégral du Rapport 2012 sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2012b. *Education pour le développement durable – Ouvrage de référence : outils d'apprentissage et de formation, no 4*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2012c. *Education pour le développement durable: bonnes pratiques dans l'éducation de la petite enfance*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2012d. *Bâtir l'éducation de demain: Rapport 2012 sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, Version abrégée*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2012e. *Transformer l'EFTP : construire des compétences pour le travail et la vie*. Consensus de Shanghai: Recommandations du troisième Congrès international sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels, Shanghai, Chine, 14-16 mai 2012.
- UNESCO. 2012f. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2012: jeunes et compétences: l'éducation au travail*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2013a. *Education pour le développement durable (EDD): Notes techniques du secteur de l'éducation*. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002221/222120e.pdf> (consulté le 15 janvier 2014.)
- UNESCO. 2013b. Pages de référence EDD, dans *37 C/4 Stratégie à moyen terme, 2014-2021*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2013c. *37 C/5 2014-2017 Projet de résolution*. Champ Majeur de Programme 1. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2013d. *ESD+TVET: Promouvoir les compétences utiles au développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2013e. *Proposition concernant un Programme d'action global pour le développement durable (EDD) comme moyen d'assurer le suivi de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (EDD) après 2014*. 37 C/57, 4 novembre 2013. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002243/224368e.pdf>
- UNESCO. 2013f. *Réunion régionale sur l'éducation pour le développement durable dans les pays arabes : Evaluation finale de l'EDD et cadre EDD Post-2014*, Beyrouth, 15-16 mai 2013. (non publié)
- UNESCO. 2013g. *Document UNESCO de programmation par pays pour la Namibie 2014-2018*. Windhoek, UNESCO.
- UNESCO. 2013h. *Des pays en marche vers l'éducation pour le développement durable*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2013i. *Education et protection de la petite enfance (EPPE)*. Paris, UNESCO. (Notes techniques)
- UNESCO. 2013j. *Results from ESD UNESCO Questionnaire 1: Input from online survey for Member States, Stakeholders and UN Agencies*. Document de référence pour le *Rapport mondial de suivi 2014 sur l'EDD*.
- UNESCO. 2013k. *Activities and Publications UNESCO Chair Social Learning and Sustainable Development*. Document interne soumis par le Dr. Arjen Wals.
- UNESCO. 2013l. *Réunion UNESCO de consultation sous-régionale sur le cadre de l'EDD post-2014*, Kingston Jamaïque, 3-4 avril 2013.

- UNESCO. 2013m. *Mise en œuvre de la Décennie de l'Alphabétisation des Nations Unies (2003-2012) et Recommandations spécifiques pour la période qui suivra la Décennie 192/EX7*. Point 7 de l'ordre du jour provisoire. Paris, UNESCO. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002225/222586e.pdf> (consulté le 13 avril 2014.)
- UNESCO. 2013n. Terms of Reference Inter-Agency Committee (IAC) for the UN Decade of Education for Sustainable Development (DESD, 2005-2014). (Document interne.)
- UNESCO. 2013o. Consultation sous-régionale pour la planification du cadre programmatique pour la Décennie des Nations Unies (2005 – 2014) sur l'éducation pour le développement durable (EDD), San José, Costa Rica, 16 – 17 April 2013. (Document interne non publié.)
- UNESCO. 2013p. Education for a Sustainable Future. UNESCO Asia-Pacific Regional Consultations on a Post-DESD framework. Bangkok, 16-17 mai 2013.
- UNESCO. 2013q. *Nouveau Centre régional sur le changement climatique et la prise de décisions, Unesco- Fondation Avina*. Paris, UNESCO. (Communiqué de presse, 25 avril 2013.) http://www.unesco.org/new/en/media-services/single-view/news/new_unesco_avina_foundation_regional_centre_for_climate_change_and_decision_making/ (Consulté le 1 July 2014.)
- UNESCO. 2013r. L'éducation pour le développement durable (EDD): un investissement solide pour accélérer le développement de l'Afrique. <https://en.unesco.org/events/education-sustainable-development-esd-sound-investment-accelerate-african-development> (consulté le 15 juillet 2014.)
- UNESCO. 2014a. *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4 – Enseignement et apprentissage : atteindre la qualité pour tous*. Paris, UNESCO.
- UNESCO. 2014b. *The Muscat Agreement: New proposed post 2015 global education goal and targets announced today*. Paris, UNESCO. (Communiqué de presse, 4 juin 2014.) <http://efareport.wordpress.com/2014/06/04/the-muscat-agreement-new-proposed-post-2015-global-education-goal-and-targets-announced-today/> (consulté le 4 juin 2014.)
- UNESCO. 2014c. Outcome Document: Africa Regional Consultation to Support Planning for an ESD Programme Framework to Follow on the UN Decade of ESD in 2014. Abidjan, Côte d'Ivoire, mars 4-5, 2013. (rapport interne non publié)
- UNESCO. 2014d. Ministry of Education and Training (MOET), UNESCO and Samsung: Education for Sustainable Development Initiative in Viet Nam – Fact Sheet: Key achievements. Hanoi, UNESCO (rapport interne non publié)
- UNESCO. 2014e. Review of UNDAF reports. (rapport interne non publié)
- UNESCO-UIL. 2009. *Confinte VI – Cadre d'action de Belém : Exploiter le potentiel et le pouvoir de l'éducation et de l'apprentissage des adultes pour un avenir viable*. Hambourg, Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie.
- UNESCO-UIL. 2010a. *Confinte VI – Cadre d'action de Belém : Exploiter le potentiel et le pouvoir de l'éducation et de l'apprentissage des adultes pour un avenir viable*. Hambourg, Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie.
- UNESCO-UIL. 2010b. *Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes* - Hambourg, Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie.
- UNESCO-UIL. 2012. *Suivi de la CONFINTEA VI: Reporting template for National progress reports in preparation of the Global Report on Adult Learning and Education (GRALE) and the end of the United Nations Literacy Decade (UNLD) – National progress report submitted by the Government of Uganda*. Kampala, Ministère du Genre, du travail et du développement social.
- UNESCO-UIL. 2013. *2e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes: Repenser l'alphabétisation*. Hambourg, Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie.
- UNESCO-UIS. 2011. *Classification internationale type de l'éducation CITE 2011*. Montréal, Institut des Statistiques de l'Unesco.
- UNESCO, PNUE et le gouvernement de Géorgie. 2012. Tbilisi+35: Conférence intergouvernementale sur l'éducation environnementale pour le développement durable, 6-7 septembre 2012. Eduquer aujourd'hui pour protéger l'avenir. https://cmsdata.iucn.org/downloads/tbilisi_story_komunike_small.pdf (consulté le 15 janvier 2014.)
- UNESCO-UNEVOC. 2007. *Consultation internationale sur l'éducation pour un développement durable: Engager le secteur des entreprises, 23-25 mai 2007, Bonn*. Bonn, UNESCO-UNEVOC Centre International pour l'éducation et la formation techniques et professionnelles.
- UNESCO-UNEVOC. 2009a. Developing Innovative Approaches to ESD: Curriculum reform in TVET in China 2007-2009. <http://www.unevoc.unesco.org/go.php?q=Developing%20Innovative%20Approaches%20to%20Education%20for%20Sustainable%20Development:%20Curriculum%20Reform%20in%20TVET%20China%202007-2009> (consulté le 19 décembre 2013.)

- UNESCO-UNEVOC. 2009b. Rapport de réunion: Réunion internationale d'experts sur l'éducation et la formation pour un monde du travail en pleine mutation : répondre aux besoins de l'environnement économique. Réunion organisée à Hangzhou, Chine, 7-9 décembre, 2009.
- UNESCO-UNEVOC. 2009c. *Rapport final: Séminaire régional sur la formation des enseignants de l'EFTP au service du développement durable*. Séminaire organisé à Ho Chi Minh Ville, Vietnam, 5-7 octobre 2009. Bonn, UNESCO-UNEVOC.
- UNESCO-UNEVOC. 2013. Qu'est-ce que l'EFTP? [http://www.unevoc.unesco.org/tvetipedia.0.html?&tx_drwiki_pi1\[keyword\]=TVET](http://www.unevoc.unesco.org/tvetipedia.0.html?&tx_drwiki_pi1[keyword]=TVET) (consulté le 16 décembre 2013.)
- UNESCO et UNICEF. 2013. *Faire de l'éducation une priorité dans le programme de développement de l'après – 2015: Rapport sur la Consultation thématique mondiale sur l'éducation dans le cadre du programme de développement de l'après-2015*. Paris/New York, UNESCO/UNICEF.
- UNGC. 2013a. *Global Corporate Sustainability Report 2013*. New York, United Nations Global Compact.
- UNGC. 2013b. *Corporate Sustainability and the United Nations Post-2015 Development Agenda*. New York, UNGC.
- UNGC. 2014. *Post-2015 Agenda and Related Sustainable Development Goals Issue Focus: The Business Role in Better Education*. New York, UN Global Compact Office. http://unglobalcompact.org/docs/issues_doc/development/Post2015/Education_Issue_Brief.pdf (consulté le 9 mai 2014.)
- United Nations Global Compact-Accenture. 2013. *CEO Study on Sustainability; Architects of a Better World*. Dublin, Accenture.
- UNICEF. 2005. *Strategic Communication – for behaviour and social change in South Asia*. Kathmandu, Format Printing Press.
- UNICEF. 2010. Humanitarian Action: Partnering for children in emergencies. http://www.unicef.org/har2010/index_lead.html (consulté le 17 septembre 2013.)
- University of Toronto. 2014. Certificate in Adult Education for Sustainability. http://www.oise.utoronto.ca/lhae/Programs/Adult_Education/Certificate_Programs.html#sustainability (consulté le 18 janvier 2014.)
- Usher, S. 2006. Opportunities for a certification scheme to promote ESD in the Private Sector, UNESCO Bangkok ESD Unit. Document présenté à la 10e Conférence internationale UNESCO-APEID, 6-7 décembre 2006.
- Ville du Cap. 2011. *Public Environmental Awareness, Education and Training Strategy: To be implemented by the City of Cape Town's Environmental Resource Management Department (ERMD)*. Le Cap, Ville du Cap.
- Ville libre et hanséatique de Hambourg. 2014. *Hamburg Learns Sustainability*. Hambourg, Ministère du développement urbain et de l'environnement.
- Waas, T., Verbruggen, A. et Wright, T. 2010. University research for sustainable development: definition and characteristics explored. *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, No. 7, pp. 629-36.
- Wals, A. E. J. 2013. Sustainability in higher education in the context of the UN DESD: a review of learning and institutionalization processes. *Journal of Cleaner Production*. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jclepro.2013.06.007> (consulté le 15 janvier 2014.)
- Wals, A. E. J. 2014. Social Learning-oriented ESD: meanings, challenges, practices and prospects for the post-DESD era. Document de référence pour *le Rapport mondial de suivi 2014 sur la DEDD*. (non publié.)
- Walther, R. 2013. Building Skills in the Informal Sector. K. Langer (ed.), *Technical and Vocational Skills Development in the Informal Sector*. Bonn, DVV international.
- WAM. 2014. ABU DHABI, 16 Juillet, 2014. Fédération des Agences de presse arabes <http://www.fananews.com/en/?p=219134> (consulté le 17 juillet 2014.)
- Wanyama, H. 2014. Israel extends its support for primary schools curriculum. *The Star*, 4 Juillet 2014. <http://www.the-star.co.ke/news/article-174349/israel-extends-its-support-primary-schools-curriculum> (consulté le 9 juillet 2014.)
- Watson, M. 2013. Learning for Sustainability Scotland. Communication personnelle, 2 décembre 2013.
- WBCSD. 2012. *Changing Pace*. Genève, WBCSD.
- Wheeler, G. 2013. Integrating education for sustainability into the k–12 system: A model from Washington state. R. McKeown and V. Nolet (eds), *Schooling for sustainable development in Canada and the US*. Dordrecht, Springer, pp. 109-22.
- White, Timothy. Président du Comité directeur de l'ACUPCC. 2013. Interview du 4 oct 2013.
- Whiteman, G., Walker, B., et Perego, P. 2013. Planetary Boundaries: Ecological Foundations for Corporate Sustainability. *Journal of Management Studies*, Vol. 50, No. 2, pp. 307-36.
- Whiteman, G., Kellow, E. et Rood, E. 2014. ESD in Private Sector Executive Programmes. Document de référence pour *le Rapport 2014 de suivi mondial sur l'EDD*. (non publié.)

- Wiek, A., Withycombe, L. et Redman, C. L. 2011. Key competencies in sustainability: a reference framework for academic program development. *Sustainability Science*, Vol. 6, No. 2, pp. 203-18.
- Willard, T. 2009. *Social networking and governance for sustainable development*. Winnipeg. IISD. http://www.iisd.org/sites/default/files/pdf/2009/social_net_gov.pdf (consulté le 9 juin 2014.)
- Wills, P., McKenzie, S. et Harris, R (eds). 2009. *Rethinking Work and Learning: Adult and Vocational Education for Social Sustainability*. Dordrecht, Springer.
- Wintour, P. 2013. Michael Gove abandons plans to drop climate change from curriculum. *The Guardian*, 5 July 2013.
- Banque mondiale, 2013. Defining Civil Society. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/CSO/0,,contentMDK:20101499~menuPK:244752~pagePK:220503~piPK:220476~theSitePK:228717,00.html> (consulté le 1er juillet 2014.)
- Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (CMEPPE). 2010. *Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) : Construire la richesse des Nations*. 27-29 septembre 2010, Moscou, Fédération de Russie.
- Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy. 2014. Project Details. <http://wupperinst.org/en/projects/details/wi/p/s/pd/374/> (consulté le 10 juin 2014.)
- WWF. 2010. *Lake Victoria Catchment Environmental Education Programme*. Gland, WWF-World Wide Fund for Nature.
- WWF. 2013. Education for Sustainable Development. Gland, World Wildlife Fund. http://www.panda.org/who_we_are/wwf_offices/eastern_southern_africa/our_solutions/cross_cutting_issues/environmental_education/ (consulté le 5 mars 2014.)
- Young, T. et Cutter-MacKenzie, A. 2014. An AuSSI early childhood adventure: early childhood educators and researchers actioning change. J. Davis and S. Elliott. (eds), *Research in Early Childhood Education for Sustainability: International Perspectives and Provocations*. Londres/New York, Routledge.
- Zverina, J. 2010. SDSC, McGill University Win Awards to Design Ultra-Effi 'Green' Data Center. San Diego, UC San Diego. (Communiqué de presse, 8 juin 2010.) <http://ucsdnews.ucsd.edu/archive/newsrel/supercomputer/06-08GreenDataCenter.asp>

Publié en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
© UNESCO 2014

ISBN 978-92-3-100053-9



Oeuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Titre original : Shaping the Future We Want – UN Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014) – Final Report – Summary Publié en 2014 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation. Cette publication a été élaborée par la Section de l'éducation pour le développement durable, Division pour l'enseignement, l'apprentissage et les contenus, UNESCO.

Auteurs : Carolee Buckler et Heather Creech

Cover photos:

- © UN Photo/Evan Schneider
- © UN Photo/Logan Abassi
- © UN Photo/Kibae Park
- © UN Photo/Gill Fickling

Photo credits:

- pp. 14-15 © Shutterstock/Tom Wang
- pp. 26-27 © Shutterstock/Zurijeta
- pp. 34-35 © UN Photo/UNFCCC/Jan Golinski
- pp. 62-63 © Shutterstock/Pressmaster
- pp. 158-159 © UNESCO/Florida Valle
- pp. 178-179 © UN Photo/Tobin Jones

Création graphique : Aurélia Mazoyer

Imprimé par l'UNESCO

L'imprimeur de cette publication a obtenu la certification « Imprim'Vert », le label écologique de l'industrie graphique française

mprimé au Luxembourg



Façonner l'avenir que nous voulons

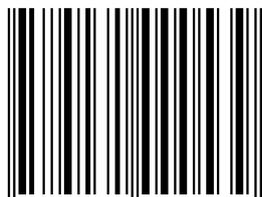
Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (2005-2014)

RAPPORT FINAL (Version provisoire)

Il est plus important que jamais d'ouvrir la voie du développement durable. Il existe un consensus de plus en plus prégnant autour de l'idée que les pays ne doivent pas seulement faire évoluer leurs politiques et les technologies mais aussi s'assurer que leurs citoyens acquièrent les connaissances, les compétences et les valeurs nécessaires pour opérer des choix favorables à la durabilité des modes de vie et de travail. L'éducation peut – et doit – jouer un rôle décisif dans le parcours qui mènera au développement durable.

Le **Rapport mondial de suivi et d'évaluation 2014**, *Façonner l'avenir que nous voulons – Décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable (2005 2014)* met l'accent sur les résultats de 10 années de travail dans le monde pour faire progresser l'éducation en tant qu'outil essentiel pour faire avancer les sociétés sur la voie de la durabilité. Il offre également un aperçu de l'impact de l'appel à une Décennie de l'éducation des Nations unies pour le développement durable (DEDD) à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'éducation et indique les principales leçons qui permettront d'informer les travaux futurs. À la fin de la Décennie, en suscitant une plus grande sensibilisation, en influençant les politiques et en générant un nombre important de projets de bonnes pratiques dans tous les domaines et à tous les niveaux de l'éducation et de l'apprentissage, des fondations solides sont en place pour l'Éducation au service du développement durable.

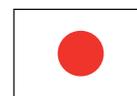
Avec le soutien de



9 789231 000539



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Fonds-en-dépôt
japonais